

Une brochure de la Formation Léon Lesoil  
Septembre 2011



# CRISE, KRACH, DETTE : BRISER L'ENGRENAGE MORTIFÈRE

F. Chesnais, E. Toussaint, K. Marx,  
I. Johsua, Y. Mitralias, C. Katz



**p.3 Que faire pour se libérer du piège des dettes publiques?**

*Par François Chesnais*

**p.9 Eric Toussaint : "Il faut annuler les dettes illégitimes"**

*Entretien avec Sébastien Brulez*

**p.12 La dette publique et la bancocratie**

*Par Karl Marx*

*Morceaux choisis par Daniel Tanuro*

**p.16 Crise : l'heure de vérité**

*Par Isaac Johsua*

**p.30 Face à la dette : l'appétit vient en auditant !**

*Par Yorgos Mitralias*

**p.37 Les leçons de l'Argentine pour la Grèce**

*Par Claudio Katz*

Septembre 2011

3€

---

### Conseils de lecture

**François Chesnais**



**Les dettes illégitimes**  
quand les banques font main basse sur les politiques publiques  
*Raisons*

*d'agir*

juin 2011

à commander

[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)

---

**Sous la direction de Damien**



**MILLET et  
Eric  
TOUSSAINT**  
**La dette ou  
la vie**  
**Aden  
éditions**  
mai 2011  
384 pages

14 X 21 cm

20 €

Pour le recevoir au plus vite, vous pouvez le commander directement au CADTM (chèque à l'ordre du CADTM en précisant nom et adresse de livraison) :  
France : CADTM, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau, France (france@cadtm.org)  
Belgique : CADTM, 345 avenue de l'Observatoire, 4000 Liège, Belgique (belgique@cadtm.org)

# QUE FAIRE POUR SE LIBÉRER DU PIÈGE DES DETTES PUBLIQUES?

Par François Chesnais

Nous publions ici l'intégralité de l'entretien qui s'est déroulé le 28 juin entre François Chesnais et Dominique Sicot, journaliste à *L'Humanité-Dimanche*. Faute de place, seuls des extraits paraîtront dans l'édition de cet hebdomadaire, en date du 7 juillet 2011.

---

**Comment définir la situation des classes populaires en Europe par rapport à la question de la dette?**

Dans mon livre [*Les dettes illégitimes*. Editions Raisons d'Agir, mai 2011] je parle de la «double peine» que les bourgeoisies et les gouvernements sont en train de leur infliger. Fin 2008 et toute l'année 2009, les salarié-e-s ont subi de plein fouet les effets de la crise mondiale sous la forme de fermetures d'usines, licenciements, réduction d'horaires et de gel salarial. Puis à partir de la première phase de la crise de la dette grecque en mai 2010 et l'entrée en scène des agences de notations comme porte-parole des exigences des banques et des investisseurs financiers, les gouvernements européens ont entrepris d'attaquer les classes populaires tous azimuts au nom de «l'obligation de payer la dette».



Ce que le gouvernement Papandréou a accepté d'imposer aux citoyens grecs dans le cadre du nouveau «plan de sauvetage» mis au point par la *troïka* - UE, BCE et FMI - donne froid dans le dos. Hausse de deux points de la TVA de 19% à 21%, augmentation des taxes sur l'alcool, le tabac et les carburants (0,08 euro sur l'essence et 0,03 euros sur le gazole). Création d'un «droit d'accès» au réseau électrique. Réductions de salaires et de retraites dans la fonction publique à hauteur de 1,7 milliard d'euros, soit 0,7% du PIB. Gel de toutes les retraites publiques et privées. Amputation du programme d'investissement public. Mesures pour faciliter les licenciements. Vague de privatisation d'une ampleur sans précédent : les ports, les aéroports, les chemins de fer, le service de l'eau, les télécoms et la

Banque postale, etc. Au Portugal, les mesures acceptées par les deux partis «majoritaires» sont du même acabit. En Irlande, dans le contexte d'un système économique et sociale à l'anglo-saxonne, où la protection sociale était déjà faible, les ravages du plan d'austérité à

la suite de l'étatisation de la dette des banques sont particulièrement forts dans la santé publique et l'enseignement.

Dans mon livre, je rappelle que la décision du gouvernement Sarkozy d'accélérer tout d'un coup la «réforme» des retraites et de passer en force est la conséquence d'une admonestation des agences de notation, fin mai 2010. Les plans d'austérité sont déjà en œuvre partout. Ils n'ont pas encore le degré d'intensité que l'UE, la BCE et le FMI sont en train d'administrer à la Grèce, mais aussi au Portugal et à l'Irlande. Les salarié·e·s et les jeunes de la plupart des pays européens doivent s'attendre à des politiques visant à leur imposer la même potion amère. Bon nombre des indignés qui ont occupé les villes d'Espagne l'ont compris.

### **On lit des appels à ce que le paiement de la dette soit mis au centre du débat de la campagne présidentielle de 2012. Qu'en pensez-vous?**

Il est inévitable que ce soit le cas. L'enjeu est de savoir qui en prend l'initiative et en définit les termes. Dans *Le Monde* du 28 juin, Stéphane Boujnah (qui est délégué général du groupe financier Santander en France - après avoir été une «vedette» de la Deutsche Bank - et pas seulement président du *think tank*: «En temps réel»), écrit bien sûr que la dette française doit être payée. Il souhaite la création d'un «*conseil national du redressement des comptes publics*», qui serait inspiré, dit-il, «*du légendaire Conseil national de la Résistance*». Cela revient à dire que la dette publique française est légitime et qu'une sorte d'union sacrée doit permettre qu'elle soit «*honorée*».

Le mouvement social français doit s'opposer de toutes ses forces à ce discours qui est absolument dominant dans les médias et pour l'instant dans la très grande majorité des discours politiques. Si la dette de la Grèce a des traits de dette odieuse, toutes les dettes publiques européennes sont illégitimes, dont celle de la France. De par les conditions politiques dans lesquelles les pays sont tombés sous la coupe des «marchés». De par la nature des «prêts» sur lesquels on doit payer des intérêts aux banques et assurer le remboursement.

L'injonction morale de payer la dette faite aux citoyens repose sur deux idées. D'abord que ceux-ci seraient parties prenantes conscientes et consentantes à l'accumulation de la dette. Dans mon livre, je rassemble un ensemble d'éléments mis en lumière par des syndicats comme le SNUI [syndicat des finances publiques] et Sud Trésor ou des journalistes méticuleux comme ceux de *Médiapart*, qui montrent à quel point cela n'a pas été le cas. Le bouclier fiscal est seulement la pointe visible d'un iceberg de baisse des impôts du capital et des hauts revenus et d'évasion fiscale. La seconde «*fausse évidence*», pour utiliser l'expression des Economistes atterrés, est que ce seraient des sommes, fruit d'une épargne amassée par un dur labeur, qui auraient été prêtées. Ce n'est que très marginalement le cas. Lorsque les banques et les fonds de placement «prêtent aux Etats», ils activent moyennant «l'effet de levier» un mécanisme d'appropriation d'une partie des impôts payés par ceux qui ne peuvent y échapper (la TVA notamment). Ces «prêts» reposent sur un tissu compliqué de transactions interbancaires en bonne partie occultes (le «*shadow banking system*» ou «système financier de l'ombre»), dont les bases sont si fragiles que tout défaut de paiement, même d'un très petit pays (la Grèce représente 2% du PIB de la zone euro) est une menace pour les banques.

Je défends, de même qu'Attac le fait, la nécessité de procéder à un audit public de la dette. En Grèce un comité pour le moratoire et l'audit de la dette a été créé en janvier 2011. Ses militants ont déjà mené un travail suffisamment fort pour qu'un secteur des militants de la place Syntagma l'ait adopté et qu'on ait pu entendre dans une vidéo de dailymotion, une jeune femme porte-parole du syndicat des employés de l'Etat, scander à la fin de l'interview les mots d'ordre de l'autocollant qu'elle portait : «*On ne doit rien ! On ne vendra rien ! On ne paiera rien!*».



En Espagne, l'activité des banques est dans la ligne de mire des *indignés*. Je souligne peut-être plus fortement que ne le fait pour l'instant Attac, qu'étant donné les traditions politiques françaises, l'audit peut vraiment prendre corps seulement sous la forme d'une vaste campagne populaire initié par les associations et des partis, dont la campagne des comités pour le Non au TCE [Traité constitutionnel européen] de 2005 fournit un parfait exemple. Le cas grec montre l'immense portée démocratique d'une campagne pour le moratoire et l'audit populaire de la dette. En France, celles et ceux qui se sont penchés sur les centaines de pages du TCE seront parfaitement capables d'éplucher les documents publics, notamment les rapports parlementaires, où une large partie des «cadeaux au capital» sont détaillés. S'agissant des détenteurs des titres de dette, la question de la sauvegarde de la petite épargne en cas d'annulation est souvent soulevée. Lors des déclarations d'impôt, les banques calculent au centime près les montants afférents à différentes formes d'épargne des ménages. Elle leur serait garantie, car elle ne représente qu'une minuscule partie des «créances» sur l'Etat réclamées par les banques et les investisseurs financiers.

**On n'a donc pas affaire à une crise grecque, mais à une crise proprement européenne?**

C'est exact. Il s'agit d'une crise européenne, en ce que des banques européennes, allemandes et françaises en particulier, sont menacées plus ou moins sérieusement par un défaut d'Etat du fait de leur gestion risquée et occulte. Beaucoup de gens ont dit que la crise des banques était doublée d'une crise de la «gouvernance européenne». On a plutôt affaire à un essai de mise en œuvre de ce que Naomi Klein nomme «*la stratégie du choc*».

Les rivalités entre les élites européennes, l'indépendance de la BCE, la lourdeur des institutions de l'UE en rendent le montage compliqué. Mais si on prend les propositions déjà anciennes du Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroup, les discours d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy et le «Pacte pour l'euro» qui durcit drastiquement le «Pacte de stabilité» et enfin le discours récent de Jean-Claude Trichet prônant une «gouvernance» encore plus centralisée et autoritaire de la zone euro, on est bel et bien face à une tentative d'utiliser la «crise de la dette» pour soumettre de nouveau les classes populaires au «talon de fer» du capital.

Cette « *stratégie du choc* » a pour contexte, au plan mondial, le cul-de-sac de l'accumulation financiarisée et du modèle de croissance par endettement. Les Etats-Unis en ont été la clef de voûte. Ils ont été l'épicentre du krach du Nasdaq en 2001 et des banques d'investissement en septembre 2008. Ils ne connaissent pas d'autre modèle et



cherchent donc à le perpétuer. Pourtant le gouvernement américain est en quasi-cessation de paiement. Les pays d'Europe, dont ceux de la zone euro, ont copié les mécanismes du modèle de croissance par endettement dans des combinaisons différentes. L'Irlande et l'Espagne ont construit une prospérité factice sur des booms immobiliers insensés. Partout les entreprises ont saisi les opportunités de la libéralisation pour faire jouer la concurrence entre les salarié-e-s de pays à trajectoire historique et à niveaux de

salaires et de protection sociale très différents. La demande intérieure a fléchi et n'a été soutenue que par l'endettement des ménages. Partout les gouvernements de gauche comme de droite ont baissé les impôts sur le capital et sur les hauts revenus et ont compensé la baisse de la fiscalité par un recours croissant à l'emprunt.

Le taux d'endettement de la France avoisine maintenant 90% du PIB. Mais à l'automne 2008, avant le sauvetage des banques et des groupes de l'automobile, il était déjà de 63%. La même chose est vraie pour d'autres pays. Mais la France est aussi le siège de trois des groupes financiers (on les appelle encore « banques » mais le terme est faux) très impliqués dans le soutien du boom immobilier en Espagne et dans l'achat de titres de la dette.

**On entend les dirigeants européens répéter que si le peuple grec parvenait à empêcher le nouveau plan d'austérité, cela risquerait de déclencher des faillites bancaires en cascade.**

La *realpolitik* de la finance veut effectivement que les peuples acceptent de s'immoler pour que la domination du capital perdure. Le premier acte de prise de fonction de la nouvelle directrice du FMI [Christine Lagarde] a donc été, tout naturellement, d'appeler le parlement grec à être « *responsable* » et à voter unanimement les lois afférentes au nouveau « *plan de sauvetage* ».

Revenons sur les « banques ». La concentration aidant, les banques se sont transformées en groupes financiers pour lesquels les opérations de loin les plus profitables sont celles de valorisation des portefeuilles des riches (la « banque privée ») et surtout les opérations de spéculation sur les titres de la dette publique et de refinancement des emprunts des sociétés immobilières et des banques hypothécaires. Depuis leur sauvetage en 2008, les « banques » n'ont pas épuré tous les actifs toxiques de leurs comptes. Elles ont continué à faire des placements à haut risque dans les deux sphères d'activité mentionnées. Elles ont retrouvé leur niveau de profitabilité d'avant la crise. Leurs actionnaires ont reçu des dividendes et les dirigeants des stock-options élevés. Leurs titres (près de 20% du CAC40)

ont dopé le cours des Bourses. Il y a un débat incessant dans les journaux spécialisés pour apprécier, on peut même dire deviner, la situation de leur bilan et donc le degré auquel un défaut de paiement «*ébranlerait le système financier mondial*» réellement. En ce qui concerne la dette grecque, la plupart des groupes financiers ont pris leurs dispositions. On peut interpréter ainsi les informations relatives aux initiatives prises par BNP Paribas sur la Grèce. Mais un «*effet de dominos*» est toujours possible. Ce qui inquiète vraiment la finance est la situation espagnole, quatrième économie de la zone euro, où le marasme économique est profond alors que la jeunesse et des secteurs sociaux se mobilisent.



**Dans votre livre, vous privilégiez la question de l'annulation de la dette et la mise sous contrôle social des banques, là où d'autres se focalisent sur la sortie de l'euro?**

Il y a différentes façons de se positionner par rapport à la crise de l'euro. On peut voir l'euro comme un carcan (certains l'ont pensé dès le départ) et donc dans la crise actuelle comme l'occasion de revenir à une monnaie nationale, dont le gouvernement pourrait relancer la croissance par la dévaluation du taux de change. Ceux qui ont cette position parlent peu ou pas du tout de la dette. Ils pensent peut-être que l'augmentation des rentrées fiscales la réglerait en bonne partie. Ils oublient l'expérience de la dévaluation compétitive de la fin des années 1980, avec une dette bien moins élevée et une base industrielle bien plus solide.

On peut voir la crise de l'euro comme quelque chose d'inscrite dans les faits en raison de la probabilité, voire l'inévitabilité d'un défaut de la Grèce. La dette grecque était 133% du PIB en 2010. Elle va avoisiner les 160% en 2011 et frôler, selon certaines projections, les 180% d'ici deux ans. Les mesures brutales ne font donc que retarder l'échéance du moment où il faudra bien faire «*le saut dans l'inconnu*», c'est-à-dire restructurer la dette, en allonger les échéances, en effacer une partie. Il est tout à fait possible que l'effet de dominos soit alors si fort que la zone euro éclate. Certaines banques n'y résisteraient pas, de sorte que la question de leur mise sous contrôle social se poserait.

On ne pourrait quand même pas leur éviter la faillite une fois de plus *gratis*. Les travailleurs se trouveraient plus que jamais confrontés à la question : faut-il se saigner pour que l'Etat assure un service de la dette publique écrasant - en France, à hauteur de 50 milliards d'euros, il absorbe la totalité de ce qui est prélevé au titre de l'impôt sur le revenu ! - de façon à permettre aux banques de continuer de payer des dividendes et des rémunérations mirobolantes aux dirigeants ?



Ce que je défends, c'est que le mouvement social, aidé si possible par certains partis, se dispose de façon à ne pas être pris par surprise lors d'une nouvelle crise bancaire et à pouvoir y répondre à l'aide du mot «*saisir les banques*». Ce mot d'ordre a un «*caractère algébrique*». Le degré de radicalité de sa mise en œuvre dépend de l'état des rapports de forces politiques, donc en bonne partie de l'importance de la

7

préparation politique citoyenne en amont. Il est possible que la résistance des classes populaires et de la jeunesse, comme en Espagne, soit un facteur déclencheur de faillites bancaires. Mais c'est le système bancaire lui-même qui s'est mis dans cette situation. La création d'un réseau de comités pour l'audit de la dette permettrait au mouvement social de se disposer face à cette éventualité. Il serait prêt à se mobiliser contre toute nouvelle annonce gouvernementale de la nécessité de «*sauver les banques* ». C'est le premier pas évidemment vers des mots d'ordre plus radicaux. C'est ce que beaucoup de militants attendent des associations altermondialistes et des partis de gauche et d'extrême gauche.

Le combat politique pour le moratoire et l'annulation, après audit populaire, de la plus large partie de la dette publique n'est pas de ceux qui peuvent être «*délégué*». Ce qui se passe à Athènes nous concerne en France. Si la dette de la Grèce a des traits de «*dette odieuse* », toutes les dettes publiques européennes sont illégitimes ■

Publié par [Alencontre](#) en date du 01/07 2011



Tout le monde sur le web parle de *Debtocracy*, un documentaire des journalistes Katerina Kitidi et Ari Hatzistefanou sur la crise grecque. Tourné avec leur argent personnel et les dons de quelques amis, il est diffusé gratuitement sur [debtocracy.gr](#). A sa sortie, en moins de dix jours, près de 600 000 visiteurs l'ont visionné. Chaque jour, partisans et adversaires du



documentaire échangent leurs points de vue sur Facebook, Twitter ou sur les blogs. [www.dailymotion.com/video/xik4kh\\_debtocracy-international-version\\_shortfilms](http://www.dailymotion.com/video/xik4kh_debtocracy-international-version_shortfilms)

# ERIC TOUSSAINT : "IL FAUT ANNULER LES DETTES ILLÉGITIMES"

Entretien avec Sébastien Brulez



*L'économiste Eric Toussaint critique les plans d'austérité imposés en Europe, qui vont accroître la dette sans permettre une relance économique.*

*Economiste, président de la section belge du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM), Eric Toussaint a intégré la commission d'audit de la dette mise sur pied par le président équatorien Rafael Correa, à la suite de laquelle l'Equateur a décidé d'annuler une partie de sa dette jugée illégitime. Il livre son analyse de la crise qui frappe aujourd'hui plusieurs pays européens.*

---

**La Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, et maintenant les Etats-Unis: la crise de la dette n'en finit pas de toucher les pays industrialisés. Assiste-t-on au retour de manivelle du renflouement des banques par les Etats lors de la crise des subprimes en 2008?**

**Eric Toussaint:** Oui et non. Bien sûr, les dettes publiques dans toute une série de pays (Etats-Unis, Irlande, Grande-Bretagne, Belgique, Portugal) ont fortement augmenté après les plans de sauvetage des banques privées. Cela a coûté beaucoup d'argent et, pour financer ces plans de sauvetage massifs, ces Etats empruntent sur les marchés et donc leur dette augmente. Mais ce n'est pas la seule cause. L'autre cause est la récession économique qui diminue les recettes des Etats et qui les oblige à multiplier aussi les recours à l'emprunt.

C'est aussi l'aboutissement de politiques qui ont été appliquées avant cette crise financière de 2007-2008. Ce sont ces vingt ans de politiques fiscales néolibérales qui ont consisté à réduire radicalement les impôts payés par les sociétés privées sur leurs bénéficiaires, en particulier les grandes sociétés; et en cadeaux faits aux ménages les plus riches (la classe capitaliste) qui paient moins d'impôts, que ce soit sur leur patrimoine ou sur leurs revenus. Et comme cette partie-là de la société a moins contribué à l'impôt, on a bien sûr augmenté les impôts sur les autres couches de la société (les travailleurs) et on a augmenté les taxes comme la TVA. Mais il a fallu aussi pendant ces vingt années-là, puisqu'on réduisait la charge fiscale sur les riches, combler le trou par un recours à l'emprunt. Donc la dette publique a aussi augmenté ces vingt dernières années à la suite des réformes fiscales néolibérales.

**On arrive donc à un moment où les Etats ne vont plus pouvoir se maintenir artificiellement, et cela aura des conséquences sociales...**

Oui, les gouvernants sont face à l'alternative suivante: soit ils prennent un virage de rupture avec le néolibéralisme et ils adoptent des mesures pour faire contribuer

la classe capitaliste, les entreprises; ils imposent une nouvelle discipline aux marchés financiers et ils prennent des mesures pour créer des emplois. Visiblement, les gouvernements actuels ne vont pas vers cette option. Soit ils profitent de la crise pour appliquer, comme dirait Naomi Klein, la "stratégie du choc" et pour approfondir encore plus les politiques néolibérales.

**Les Etats-Unis vont relever le plafond de leur dette, qui atteint déjà 100% du PIB. Au-delà du bras de fer entre républicains et démocrates, que signifie cette augmentation?**

Le fond de la crise de la dette aux Etats-Unis, c'est que, pour revenir aux deux options dont je parlais, le gouvernement Obama approfondit l'offensive néolibérale et cela ne permet pas de prendre des mesures pour diminuer la dette publique. Parce qu'il faut évidemment la diminuer. Mais il existe une version en faveur de la population, c'est-à-dire faire payer aux institutions financières et aux ménages très riches qui détiennent une grande partie de la dette publique, le coût d'une réduction de cette dette.

**Quelle est votre analyse des derniers plans européens de redressement de la dette, notamment envers la Grèce?**

Les derniers plans européens, et notamment le plan à l'égard de la Grèce et dont la philosophie s'étend au Portugal et à l'Irlande, demandent une précision sur la situation de ces pays. Ils ne peuvent emprunter sur les marchés financiers qu'à court terme. A trois mois ou à six mois. Parce que s'ils voulaient emprunter à cinq ou dix ans - c'est le cas de la Grèce -, ils devraient verser un taux d'intérêt d'environ 17%. Donc la Grèce emprunte à trois mois et à six mois sur les marchés financiers. Alors qui lui prête à plus long terme? C'est la Troïka (FMI, Commission européenne et BCE). Ces trois protagonistes prêtent à plus long terme et profitent de l'état de détresse de ces pays pour leur dire: nous, les bons flics, on ne vous demande pas du 17% ou du 14%, on vous demande (et ce sont les dernières mesures décidées il y a dix jours) du 3,5% ou 4,5%. Mais vous êtes obligés d'appliquer des plans d'austérité drastiques. Lesquels sont des plans constitués de mesures néolibérales extrêmement dures.

La conséquence, c'est que ces mesures qui diminuent l'activité économique - parce qu'elles diminuent la demande globale puisqu'elles affectent le revenu des ménages modestes - ne vont pas permettre une relance économique. La dette publique va continuer son ascension, ces pays vont devoir continuer à emprunter pour pouvoir rembourser. Ils sont donc partis pour une période de dix, quinze ou vingt ans d'austérité et d'augmentation de la dette. Ce qui peut produire, dans les années qui viennent, des situations de suspension de paiement parce qu'ils arriveront à une situation intenable.

**Dans le cas de la Grèce, où la classe dirigeante a fait preuve d'un haut niveau de corruption, comment imposer une meilleure gestion de l'argent public?**

Que faire face à la corruption des capitalistes locaux et de la classe politique locale? La réponse est un audit de la dette, qui commence par un audit citoyen permettant de montrer à la population que la dette n'est pas une sorte de mal incompréhensible qui s'abat sur le pays mais le résultat de politiques délibérées et parfaitement injustes. Les dettes contractées dans le cadre d'actes de corruption sont frappées d'illégitimité, voire d'illégalité. Elles doivent être annulées.

---

## "Rien n'oblige à appliquer l'austérité"

**Si un Etat voulait ne pas faire payer la dette à ses citoyens, en aurait-il les moyens?**

Bien sûr, c'est tout à fait possible. A cause de la crise bancaire, les banques privées ont déjà dû rayer plus de 1200 milliards de dollars d'actifs toxiques dans leurs bilans, c'est-à-dire de créances douteuses, des dettes que d'autres leur devaient et qui ont été effacées. Il est parfaitement possible de continuer l'assainissement en annulant d'autres créances douteuses. Et les créances douteuses, ce sont celles que les Etats considéreraient comme des dettes illégitimes, en disant «on n'est plus d'accord de continuer à payer». L'argument est que si on regarde ce qui s'est passé dans les trente dernières années en Europe, l'augmentation de la dette publique est due à une politique délibérée, injuste socialement, injuste fiscalement. Cette politique a consisté à privilégier fiscalement ceux qui sont déjà privilégiés en termes de revenus et d'aisance.

Mais cela implique évidemment d'avoir des gouvernements de gauche qui arrivent au pouvoir avec la volonté de changer radicalement le cours des choses. Cela pose la question de la mobilisation populaire, qui est la clé de la solution. Mais sur le plan technique c'est parfaitement possible. Il faut simplement obliger le secteur bancaire à prendre en compte des pertes, à passer par pertes et profits une série d'éléments de leurs bilans qui sont autant de créances douteuses ou de créances illégitimes.

**Quel serait le pas suivant? Une sorte de plan Marshall pour relancer l'emploi?**

Plutôt qu'un plan Marshall, le pas suivant serait soit un New Deal du type de celui des années 1930 à la Franklin Roosevelt, soit un programme plus radical. Mais Roosevelt, dans les mesures prises au cours des premiers mois de son mandat, avait notamment augmenté radicalement le pourcentage d'imposition sur les tranches de revenus les plus élevées, qu'il avait porté à 90%. Un New Deal imposerait aussi une nouvelle discipline financière, comme interdire aux banques d'affaires de se fondre avec des banques de dépôts, où les épargnants déposent leurs épargnes. Roosevelt avait fait adopter le Glass-Steagall Act, qui forçait les banques à se séparer entre banques d'affaires et d'investissements d'une part, et banques de dépôts d'autre part. Ce serait une version capitaliste keynésienne de sortie de la crise.

Mais on pourrait avoir une autre version, une sortie plus radicale, une sortie anticapitaliste avec des mesures, par exemple, de nationalisation sans indemnisation du secteur bancaire et d'autres secteurs clés de l'économie. Cela impliquerait de ne pas avoir simplement un gouvernement de type Roosevelt mais un véritable gouvernement de gauche, un gouvernement des travailleurs. Cette option-là est aussi imaginable dans les cinq ans ou les dix ans qui viennent. On est pour le moment à un virage de l'histoire et les mois et les années à venir nous diront si des rébellions comme celles des indignés en Espagne ou en Grèce accumuleront des forces et déboucheront sur des changements qui dépasseront simplement les urnes. Je n'affirme pas que cela va avoir lieu, je dis que c'est une possibilité qui est ouverte, qu'il ne faut pas écarter. Les mouvements sociaux et les personnes qui veulent un changement réel fortement doivent soutenir ces mobilisations.

# LA DETTE PUBLIQUE ET LA BANCOCRATIE

Par Karl Marx  
Morceaux choisis par Daniel Tanuro

11



**« La seule partie de la prétendue richesse nationale qui entre réellement dans la propriété collective des peuples modernes, c'est leur dette publique »**

Extrait du dernier chapitre du livre 1 du *Capital* de Karl Marx.

*Les dettes publiques, nées à Venise et Gênes au Moyen Âge, prennent possession de l'Europe à la fin du XVIIe siècle, au temps des manufactures. Le régime colonial, avec son effroyable commerce maritime et ses guerres commerciales, leur sert alors de serre chaude.*

*La dette publique, en d'autres termes, l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte le capitalisme. La seule partie de la prétendue richesse nationale qui entre réellement dans la propriété collective des peuples modernes, c'est leur dette publique. Il n'y a donc pas à s'étonner de l'idée que pour la classe dominante, plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit, voilà le credo du capitalisme. Ainsi le manque de foi dans la dette publique vient-il, dès la naissance de celle-ci prendre la place du péché contre le Saint-Esprit.*

*La dette publique devient un des leviers les plus puissants de l'accumulation du capital. Par un coup de baguette magique, elle dote l'argent par nature improductif du pouvoir reproducteur et le convertit ainsi en capital : A-A', sans qu'il ait à subir les risques inséparables de sa transformation éventuelle en marchandise : A-M-A'. <sup>(1)</sup>*

*Les acheteurs de dettes publiques font une bonne affaire car leur argent métamorphosé en bons du Trésor faciles à vendre, continue généralement à fonctionner entre leurs mains comme autant d'argent liquide. À part la bonne fortune des intermédiaires financiers entre le gouvernement et la nation et celle des capitalistes, auxquels une bonne partie de ces sommes rend le service d'un capital tombé du ciel, la dette publique alimente les émissions d'action et d'obligation, les marchés financiers, la spéculation, en somme les Bourses de valeurs et le système bancaire moderne.*

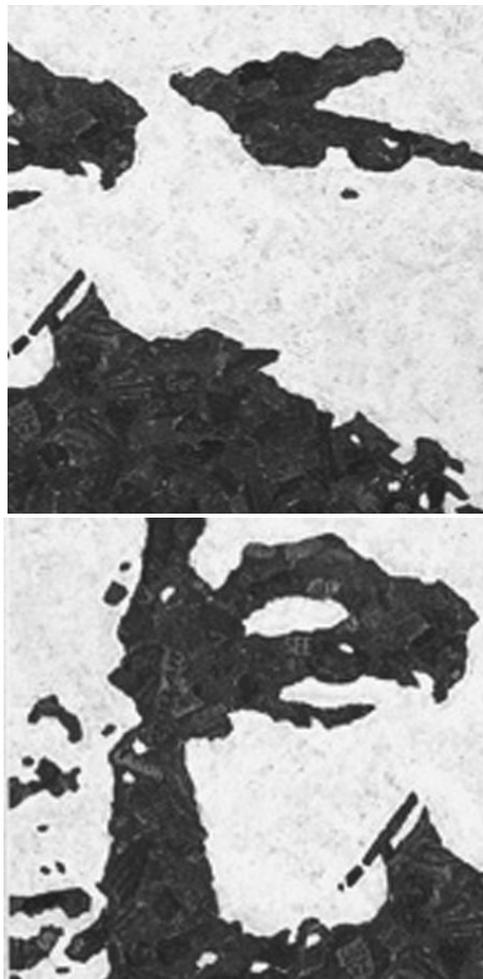
Dès leur naissance, les grandes banques affublées du nom de banques publiques ou nationales, n'étaient que des associations de spéculateurs privés s'établissant à côté des gouvernements et, grâce aux privilèges qu'ils en obtenaient, à même de leur prêter l'argent du public. L'accumulation de dettes publiques a pour mesure infaillible le volume et le cours des emprunts d'État émis par ces banques, dont le développement date de la fondation de la Banque d'Angleterre en 1694. Celle-ci commença à prêter son argent au gouvernement à un taux d'intérêt de 8%, en même temps, elle était autorisée par le Parlement à créer de la monnaie pour le même montant sous forme de billets de banque qu'on lui permit de mettre en circulation.

Comme la dette publique est assise sur le revenu public, qui doit en payer le remboursement et les intérêts, le système moderne des impôts est le corollaire obligé des emprunts et donc des dettes publiques. Les emprunts permettent aux gouvernements de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent immédiatement mais ils entraînent à leur suite une augmentation des impôts. De l'autre côté, la surcharge d'impôts causée par l'accumulation des dettes successivement contractées contraint les gouvernements en cas de nouvelles dépenses extraordinaires à avoir recours à de nouveaux emprunts, de nouvelles dettes.

La fiscalité moderne, dont les impôts indirects sur les objets de première nécessité<sup>1</sup> et, partant, l'enchérissement, de ceux-ci, forment le pivot, renferme donc en soi un germe de progression automatique. En Hollande, où ce système a été inauguré, Johan de Witt (1625-1672) l'a exalté dans ses *Maximes* comme le plus propre à rendre le salarié soumis, frugal, industriel, et... exténué de travail. L'influence délétère qu'il exerce sur la situation des salariés s'est accompagnée historiquement de l'expropriation massive et forcée des paysans, des artisans, et des autres éléments de la petite classe moyenne.

La grande part qui revient à la dette publique et au système de fiscalité correspondant, dans la capitalisation de la richesse et l'expropriation des masses, a conduit à y chercher, à tort, la cause première de la misère des peuples modernes.

Ce fut un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier des paysans et des travailleurs indépendants, de convertir en capital leurs instruments de travail et d'abrèger de force la transition du mode de production féodal au capitalisme moderne. Le procédé fut encore simplifié sur le continent, où Colbert avait fait école. Le capital arrivait tout droit aux industriels en provenance du trésor public.



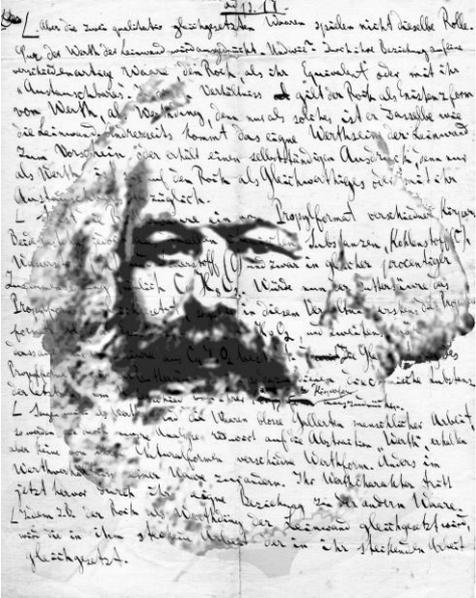
Dettes publiques, exactions fiscales, régime colonial, protectionnisme, guerres commerciales, etc. Ces rejetons de la fin du XVIIe siècle prennent un développement gigantesque lors de la naissance de la grande industrie au XIXe siècle. Voilà ce qu'il en a coûté pour dégager les « lois naturelles et éternelles » du capitalisme. Ne dirait-on pas que l'humanité est un séjour de damnés ? C'est avec des taches de sang sur une de ses faces que l'argent est venu au monde. Le capitalisme vient au monde en transpirant de la tête aux pieds, la sueur et le sang.

Karl Marx

**Marx, la dette publique et la formation de l'Etat capitaliste**

L'expression « aliénation de l'Etat » dans l'extrait du *Capital* ci-dessus renvoie à l'analyse par Marx de la formation de l'Etat moderne, l'Etat capitaliste, comme un organisme existant « à côté de la société civile et en-dehors d'elle ». Cette aliénation de l'Etat découle de l'évolution économique de la société, en particulier du fait la petite propriété individuelle et la propriété collective - les « communs »- ont été remplacés par la propriété capitaliste, de sorte que « la propriété privée s'est émancipée de la communauté ». « C'est à cette propriété privée moderne que correspond l'Etat moderne, dont les propriétaires privés ont peu à peu fait l'acquisition », écrit Marx dans 'L'Idéologie allemande'.

L'acquisition de l'Etat par les bourgeois s'est faite essentiellement par des mécanismes économiques, parmi lesquels les prêts des financiers à l'Etat ont joué un rôle déterminant: l'Etat « est entièrement tombé entre leurs mains (des capitalistes) par le système de la



dette publique, dont l'existence dépend exclusivement, par le jeu de la hausse et de la baisse des valeurs d'Etat à la bourse, du crédit commercial que lui accordent les propriétaires privés, les bourgeois. » « Cet Etat n'est autre chose que la forme d'organisation que les bourgeois se donnent par nécessité pour garantir réciproquement leur propriété et leurs intérêts, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ». Il est sous le contrôle financier étroit de la classe dominante, « l'aristocratie financière, les grands promoteurs d'emprunts et spéculateurs sur les valeurs d'Etat. »

Dans 'Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte', Marx prend l'exemple de la France pour illustrer la formation de l'Etat moderne et sa complexification

ultérieure: « Ce pouvoir exécutif, avec son immense organisation civile et militaire, avec sa machinerie d'Etat, se constitua à l'époque de la monarchie absolue, au déclin de la féodalité qu'il aida à renverser. Napoléon (le vrai) acheva de perfectionner cette machine d'Etat. La monarchie légitime et la monarchie de Juillet ne firent qu'y ajouter une plus grande division du travail croissant à mesure que la division du travail à l'intérieur de la

*société bourgeoise créait de nouveaux groupes d'intérêts et, par conséquent, une nouvelle matière pour l'administration d'Etat. »*

Marx revient sur le sujet dans 'Les luttes de classes en France', en écrivant que « *La monarchie de juillet n'était qu'une société par actions fondée pour l'exploitation de la richesse nationale française, dont les dividendes étaient partagés entre les ministres, les Chambres et 240 000 électeurs. Louis-Philippe était le directeur de cette société. »* « *Ce n'est que sous le second Bonaparte que l'Etat semble rendu complètement indépendant* », une machine existant en apparence « *à côté de la société civile et en-dehors d'elle* ». Dans ce texte, Marx insiste à nouveau sur le fait que la dette publique est le moyen par excellence grâce auquel la classe capitaliste contrôle la machine : « *Tout le monde financier moderne, tout le monde des banques est très étroitement impliqué dans le maintien du crédit public. Une partie de leur capital commercial est nécessairement investie et placée avec intérêts dans les valeurs d'Etat rapidement convertibles. Les dépôts, le capital mis à leur disposition et qu'ils répartissent entre les commerçants et les industriels, proviennent en partie des intérêts perçus par les rentiers de l'Etat.* »

La conclusion de Marx n'a pas pris une ride : « *Si en tout temps la stabilité du pouvoir d'Etat a signifié Moïse et les prophètes pour le marché de l'argent et les prêtres de ce marché, n'est-ce pas le cas maintenant, où chaque déluge menace d'emporter, avec les vieux Etats, les vieilles dettes d'Etat ?* »

D.T.

(1) A-M-A', Argent-Marchandise-Plus d'argent, est la formule générale du capital, selon Marx. A-A', Argent-Plus d'Argent, est la formule particulière du capital financier et de son ancêtre le capital usuraire. Le risque de la forme A-M-A', que Marx évoque, consiste en ceci que le Plus d'Argent (la plus-value) produite par l'exploitation du travail salarié est cristallisé sous la forme de marchandises et ne peut revenir au capitaliste sous la forme argent (Marx dit : être « réalisé ») que si les marchandises sont vendues sur le marché avec profit. La forme A-A' permet au capitaliste financier de s'affranchir dans une certaine mesure de ce risque. Plus exactement, cette forme permet de faire porter ce risque par d'autres - les capitalistes industriels - dont le capital financier dépend néanmoins, car l'exploitation du travail productif par le capital industriel est seule génératrice de valeur.



*La Gauche est le journal bi-mestriel de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), section belge de la Quatrième Internationale.*

[www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be)

*Adresse et contact: 20, rue Plantin  
1070 Bruxelles, info@lcr-lagauche.be*

*Tarifs et abonnements:  
1,5 € par numéro; 8 € par an  
étranger: 18 € par an*

*A verser sur le n° de compte  
de la Formation Léon Lesoil  
20 rue Plantin, 1070 Bruxelles  
n° 001-0728451-57  
IBAN BE09 0010 7284 5157  
BIC BNP Paribas Fortis: GEBABEBB  
mention "La Gauche"*

**La Gauche est éditée  
par la Formation Léon Lesoil**

# CRISE : L'HEURE DE VÉRITÉ

*Par Isaac Johsua*

*Une nouvelle crise occupe le devant de la scène, celle de la dette souveraine, et elle est présentée comme totalement indépendante de la première.*

---

15



Nous voilà à la veille du troisième anniversaire de la chute de Lehman Brothers qui, le 15 septembre 2008, a marqué le début officiel de la crise proprement financière. Une nouvelle crise occupe le devant de la scène, celle de la dette souveraine, et elle est présentée comme totalement indépendante de la première. Il y a surendettement des États et ce surendettement serait dû à l'impéritie des gouvernements, à leur laisser-aller en matière de dépenses. Il n'en est rien : la crise de la dette souveraine n'est qu'une prolongation de la grande crise qui a failli emporter le monde il y a trois ans. Avec l'éclatement de la bulle immobilière (en particulier américaine), la dette des ménages est devenue celle des organismes financiers, et celle-ci à son tour est devenue celle des États. Un exemple caricatural est celui de l'État irlandais, prenant à sa charge les engagements de banques plombées par les actifs « pourris » de la crise financière, essayant de combler un puits sans fond : 29,3 milliards d'euros, par exemple, pour tenter d'assainir la seule Anglo Irish Bank ; pour renflouer des banques dont les pertes avaient été auparavant dissimulées, l'addition s'élève aujourd'hui à 50 milliards d'euros, soit près d'un tiers du PIB <sup>(1)</sup>.

L'incapacité des ménages à faire face à leurs obligations a mis en péril la sphère financière et les États n'ont pas hésité une seconde à voler à son secours, sans poser aucune condition, suivant le bon vieux principe : « privatisation des profits, socialisation des

pertes ». En Europe, selon la Commission, 352 milliards d'euros d'aide aux organismes financiers ont été consentis en 2009 par les États de l'UE-27, soit près de 3 % du PIB de cette union. Ce montant comprend les garanties, qui ne sont pas de véritables dépenses. Si nous écartons ce poste, nous avons un total d'aides au secteur financier de 224 milliards d'euros (pour recapitaliser les banques ou éponger leurs actifs toxiques ou encore soutenir la liquidité bancaire), soit près de 2 % du PIB de l'UE-27 <sup>(2)</sup>. Aux États-Unis, le Troubled Asset Relief Program (TARP) a accordé des aides à diverses institutions financières pour un montant de 700 milliards de dollars ; parallèlement, la Fed (banque centrale américaine) a prêté à ces institutions à taux zéro pour plus de 2 500 milliards de dollars <sup>(3)</sup>. En France, si on s'en tient aux comptes publics, le coût du sauvetage du système financier pendant la crise s'est élevé au total à 128 milliards d'euros, mis à la charge des finances publiques. La Commission européenne avance pour la France une estimation nettement supérieure : 210 milliards d'euros auraient effectivement été dépensés dans ce but entre 2008 et 2009. Ceci soit sous forme de recapitalisation, soit sous forme de garanties, ce qui introduit un doute sur le montant réel de l'aide, les garanties ne représentant pas une dépense effective. Le même doute existe d'ailleurs pour l'estimation de 128 milliards des comptes publics français <sup>(4)</sup>.

La pelote empoisonnée du surendettement a ainsi été transmise de main en main, mais elle n'a pas disparu pour autant, au contraire. A cette lourde charge s'est ajouté l'effet mécanique du recul de l'activité sur les finances publiques, un effet qui tarit les recettes fiscales et pousse au contraire les dépenses publiques à la hausse. Le tout sans oublier le poids écrasant des divers plans de relance. La Chine à elle seule a mis en œuvre un plan de relance de 585 milliards de dollars.

La meilleure preuve de la filiation qui relie la crise immobilière à celle des États nous l'avons avec le tableau 1, qui retrace l'évolution du poids du déficit public dans le PIB. De 2005 à 2007 ce poids demeure dans des limites tout à fait raisonnables pour la plupart des pays européens aujourd'hui sur la sellette. En



réalité, l'extraordinaire bond de ce déficit est à dater de 2008 et 2009, avec le sauvetage des banques, les plans de relance à grands frais et alors que s'enregistrent dans l'activité (et dans les recettes fiscales) les retombées de la grande crise du XXI<sup>e</sup> siècle. Le déficit public de la zone euro dans son ensemble, à - 6,3 % du PIB en 2009, n'était qu'à - 0,7 % en 2007. Pour le total OCDE, nous passons de -1,3 % en 2007 à - 8,2 % en 2009. Certains pays étaient même en excédent en 2007 et ce parmi les plus menacés aujourd'hui, comme l'Irlande ou l'Espagne. Ajoutons que les innombrables dégrèvements consentis aux plus riches dans la plupart des pays, l'asile offert aux profits et la bride sur le cou à la finance ont aussi contribué à réduire les recettes fiscales et ainsi désarmé les puissances publiques à un moment crucial.

**Tableau 1 : Évolution des déficits (-) ou excédents (+) publics en % du PIB**

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	3,3	1,6	0,3	0,1	3	3,3
Espagne	1	2	1,9	4,2	11,1	9,2
États-Unis	2,8	1,9	2,3	5,3	10,4	10,1
France	2,9	2,3	2,7	3,3	7,5	7,1
Grèce	5,3	6	6,7	9,8	15,6	10,4
Irlande	1,6	2,9	0,1	7,3	14,3	32,4
Italie	4,4	3,3	1,5	2,7	5,3	4,5
Japon	6,7	1,6	2,4	2,2	8,7	8,1
Portugal	5,9	4,1	3,2	3,6	10,1	9,2
Royaume-Uni	3,3	2,7	2,8	4,8	10,8	10,3
Zone Euro	2,6	1,4	0,7	2,1	6,3	6
Total OCDE	2,8	1,3	1,3	3,3	8,2	7,7

*Source : OCDE ; Pour les États-Unis, comptes nationaux, net borrowing de l'État fédéral en % du PIB ; Pour la France, comptes nationaux, INSEE.*

Nous avons une confirmation de ce point de vue avec le tableau 2, qui présente l'évolution du total de la dette des administrations centrales en % du PIB. En 2005, ce pourcentage se situe à des niveaux particulièrement bas pour certains pays (Irlande, Espagne, par exemple), à des niveaux particulièrement élevés pour d'autres (Grèce, Japon, par exemple). Mais, dans tous les cas de figure, le ratio fait un véritable bond en 2009, voire même dès 2008. Le lien, là encore, est clairement établi avec la grande crise de ce XXI<sup>e</sup> siècle débutant, qu'il s'agisse du sauvetage des banques sur frais publics, de plans de relance hors du commun ou de l'effondrement de recettes fiscales qui accompagnent la chute de l'activité.

**Tableau 2 : Total de la dette de l'administration centrale en % du PIB**

	2005	2006	2007	2008	2009
Allemagne	40,4	40,9	39,4	38,8	43,8
Espagne	36,4	33	30	33,7	46,1
États-Unis	36,1	36	35,6	40	53,1
France	53,3	52,1	52,1	54,2	60,8
Grèce	110,3	107,5	105,8	109,6	125,7
Irlande	23,6	20,3	19,8	27,7	46
Italie	97,5	96,7	95,2	98	106,6
Japon	164,3	161,4	164,2	178	Nd
Portugal	68,2	69,8	69,2	71,2	81,1
Royaume-Uni	43,4	43,3	42,6	61,3	75,1

*Source : OCDE. Nd = non disponible*

Pour tenter d'endiguer le mouvement de défiance, un fonds européen a été créé, un premier soutien de 110 milliards d'euros accordé au printemps 2010 à la Grèce (dont la dette publique s'est alors élevée à 140 % du PIB). Depuis, la menace s'étend : immédiatement après la Grèce viennent l'Irlande et le Portugal, avec des dettes publiques atteignant respectivement 114 % et 93 % du PIB. Puis l'Espagne et éventuellement l'Italie, avec une dette publique hissée à 120 % du PIB. Et enfin, pourquoi pas, la France. Le 21 novembre 2010 l'Irlande chute à cause de ses

banques et obtient une aide de 85 milliards d'euros de l'UE et du FMI. Le 7 avril 2011, le Portugal est atteint à son tour ; le 3 mai 2011, il reçoit une aide de 78 milliards d'euros de l'UE et du FMI, alors qu'il a fini l'année 2010 avec un déficit public de 9,2 % du PIB et une dette publique de 160 milliards d'euros. Partout, en contrepartie de cette « aide », d'énormes sacrifices sont demandés, partout c'est aux populations de régler les frais d'une crise qui n'est pas la leur, et jusqu'au dernier centime.

Sous la pression des « marchés », chaque pays veut donner l'exemple de la rigueur, s'imaginant échapper ainsi à la sanction. Il a suffi que l'Italie soit menacée par la spéculation, pour qu'un deuxième plan d'austérité (de près de 48 milliards d'euros) soit élaboré et voté dans la précipitation le 15 juillet 2011. Il prévoit de nouvelles privatisations, le gel des salaires et des embauches de fonctionnaires et une réduction des dotations des collectivités. Cette mécanique du « bon élève » est en réalité un terrible cercle vicieux. Les réductions massives de dépenses publiques dans tous les pays (y compris aux États-Unis), la course générale à l'austérité, contribuent à réduire l'activité : ainsi, les mesures appliquées en contrepartie de l'aide financière de 78 milliards d'euros accordée au Portugal devraient entraîner deux années de récession, en 2012 et 2013, de l'aveu même des promoteurs de cette aide <sup>(5)</sup>. La réduction de l'activité entraîne ensuite celle des recettes fiscales, aggravant in fine le déficit. Les « marchés », qui poussent à la réduction des dépenses, constatent le creusement du déficit et exigent des taux d'intérêt de plus en plus élevés pour prêter à l'État concerné, alourdissant la charge de la dette. Ainsi, le 11 juillet 2011 les taux longs à dix ans espagnols et italiens ont atteint des records historiques, entre 5,5 % et 6 %. Le 2 août 2011, nouveaux records pour ces mêmes taux, les rendements des obligations espagnoles étant à 6,326 % et ceux des obligations italiennes à 6,165 %. L'écart avec le taux qui sert de référence, celui du Bund allemand (lequel était à 2,426 %) atteignait également un nouveau record. Une situation clairement intenable dans le moyen ou long terme. Au même moment, les taux à 10 ans du Portugal grimpaient à 10,708 % et ceux de la Grèce étaient stables, mais à 14,454 % <sup>(6)</sup> ! Et les choses vont vite : le 27 juillet, l'émission par le trésor italien de 942 millions d'euros de titres à dix ans avait été placée à un taux de 4,07 %, alors que la dernière opération similaire, datée du 27 mai, l'avait été à 2,51 % <sup>(7)</sup> ! A ce rythme, le financement par l'État italien de son déficit par appel aux marchés deviendra rapidement prohibitif.

Dans cette fuite en avant, un seuil a été franchi par le sommet européen de Bruxelles du 21 juillet 2011. Un nouveau plan d'aide à la Grèce de 109 milliards d'euros y a été mis sur pied. La durée des nouveaux comme des anciens prêts consentis à ce pays a été allongée pour être portée de 7,5 années à 15 ans. Le taux auquel ces prêts sont accordés (très élevé, près de 6 %) a été réduit, ramené entre 3,5 % et 4 %. L'Irlande et le Portugal, eux aussi « aidés » par l'Europe, sont désormais logés à cette même enseigne. Quant au Fonds européen de stabilité financière (FESF), il s'est vu attribuer de nouvelles missions. Il pourra prêter aux gouvernements pour les aider à recapitaliser leurs banques, ou même prêter directement aux banques en difficulté. Ainsi la même politique désastreuse est poursuivie. L'aide à la finance est massive, inconditionnelle, d'incroyables sommes continuent à y être déversées sans qu'aucune contrepartie ne soit exigée, aucune limitation, aucune réglementation. Par contre, des sacrifices inouïs sont demandés aux peuples sur lesquels s'abattent plans d'austérité, privatisations, destruction du secteur public. Le tout sans que pour autant il y ait sortie de crise : le *Financial Times* estime ainsi

que l'ensemble des mesures du sommet ne parviendra à diminuer l'endettement de la Grèce que de 7 %. Pour d'autres, il s'agit de 10 % ou 20 % <sup>(8)</sup>, mais nous sommes de toute façon loin du compte. En 2010, la Grèce a enregistré un déficit public représentant 10,4 % de son PIB, au lieu des 9,6 % initialement prévus <sup>(9)</sup>. Sa dette publique doit dépasser les 150 % du PIB en 2011 et elle continuera d'étrangler un pays mis à genoux sur les plans économique et social.



Le sommet du 21 juillet est donc dans la continuité d'une orientation néfaste et s'il représente bien un tournant, c'est sur un tout autre terrain : pour la première fois une contribution a été exigée du secteur privé, banques et autres organismes financiers. Il faut y voir le résultat

des pressions exercées par les contribuables excédés, mais aussi la prise de conscience de la gravité du problème et de l'impossibilité de continuer à y faire face avec les vieux expédients. Il a été décidé que les dettes de l'État grec ne seraient pas honorées selon les modalités initialement prévues et les créanciers auront le choix entre l'une des solutions suivantes : échanger leurs titres contre des titres de maturité plus longue (30 ans), reconduire à l'identique les titres arrivés à échéance, ou vendre leurs titres sur un marché de l'occasion, avec une décote.

Dans ce dernier cas de figure, le FESF serait amené, à nouveau, à intervenir, en se portant acquéreur de ces créances « d'occasion ». Il est vrai qu'au cours de ce sommet il a été prévu que tout rachat de ce type devrait être autorisé par l'unanimité des pays de la zone euro. Il n'en demeure pas moins que les banques pourraient ainsi se débarrasser à bon compte d'une part de leurs actifs « toxiques », les frais étant à la charge du contribuable européen. On pourrait même dire qu'elles seraient incitées à le faire, prenant d'autant plus de risques dans leurs placements qu'elles sont certaines de pouvoir se dégager à bon compte. Malheureusement, une telle situation n'a rien d'original. N'est-ce pas ce qui se passait déjà avant ces nouvelles attributions du FESF ? Les banques prêtaient de l'argent à des pays de la zone euro sans trop se soucier de leur surendettement, certaines qu'elles étaient du secours qui viendrait de l'Europe monétaire en cas de grave problème. Elles pouvaient ainsi, à la fois exiger des taux d'intérêt particulièrement élevés, la fameuse « prime de risque » (tout en se finançant à 1 % auprès de la BCE) et être assurées du remboursement de leur principal à l'échéance. Le risque, normalement assumé par le prêteur privé, était déjà de fait transféré aux agents publics.

Le véritable tournant que représente le sommet européen du 21 juillet est ailleurs : pour la première fois, la porte du défaut souverain a été ouverte. Les estimations les plus diverses circulent à ce sujet. Le nouveau plan d'aide à la Grèce s'élèverait à près de 160 milliards d'euros, dont 109 milliards fournis par l'Europe et le FMI, le reste provenant des créanciers privés. De son côté, l'Institut de la finance internationale indique que les banques créancières de la Grèce apporteraient 135 milliards entre 2011 et 2020, et sur ces 135 milliards, 54 d'ici à 2014. Les banques et assureurs européens subiraient une décote de 21 % sur la dette grecque qu'ils détiennent <sup>(10)</sup>. Mais peu importe pour l'instant les

précisions chiffrées. Peu importe aussi si le défaut est dit partiel ou sélectif. L'important, c'est qu'il est avéré. Il est vrai que le lobby financier a fait son œuvre et que le sacrifice demandé aux banques prêteuses est de bien faible ampleur : l'ensemble des provisions sur les titres grecs ne coûterait qu'un milliard quatre cents millions d'euros aux banques françaises et 843 millions aux banques allemandes <sup>(11)</sup>. Il n'en demeure pas moins qu'un créancier de l'État grec n'est désormais plus certain d'être remboursé, pour le montant prévu et à la date prévue. Déjà, dès le 22 juillet, l'agence de notation Fitch a annoncé son intention de placer la Grèce en défaut partiel. Le 25 juillet, c'est au tour de Moody's d'annoncer que la Grèce est à un cran du défaut de paiement et que cela sera le cas une fois l'échange entre les anciens titres de la dette grecque et les nouveaux effectué.

Un tel défaut peut avoir d'énormes conséquences. Il fragilise les nombreuses banques qui, grisées par l'appât du gain, ont engrangé de grandes quantités d'obligations publiques grecques. Et ce d'autant plus que la BCE menace, s'il y a défaut, de ne plus accepter (comme elle l'avait fait jusqu'à présent) les titres grecs en contrepartie des liquidités qu'elle accorde à des banques grecques qui ne subsistent que sous perfusion. Il est vrai que l'Europe monétaire a prévu de remplacer la BCE en apportant les garanties nécessaires, mais l'engagement demeure flou et il n'est pas sûr que cela soit suffisant. Surtout, ne l'oublions pas, nombre d'organismes financiers détenteurs de créances sur la Grèce se sont assurés contre le risque de défaut par le biais des CDS, les *credit default swaps*, des « produits dérivés » dont on ne connaît pas le montant, et encore moins les détenteurs. Un barrage risque ici de sauter, et un tsunami pourrait déferler.

Le danger est de taille, et pourtant la véritable menace est ailleurs. Les participants au sommet européen ont peut-être le sentiment d'avoir sauvé la Grèce, mais, dans la mesure où il y a défaut, la méfiance des marchés pourra se reporter immédiatement sur le pays suivant de la liste (Irlande, Portugal...) et la chute des dominos reprendre son cours. Admettre le défaut de la Grèce, c'est admettre l'échec de toute la stratégie mise en œuvre jusqu'à présent ; c'est jeter le doute sur la capacité de cette stratégie de s'attaquer aux problèmes des autres pays de la zone euro.



L'insistance du communiqué final du sommet européen sur le cas unique que représenterait la Grèce montre bien d'où vient le péril. Or, le soutien apporté à la Grèce pourra beaucoup plus difficilement être apporté aux autres pays européens menacés, compte tenu de leur taille et de l'ampleur de leur endettement. Ce serait un véritable mur de la dette qui s'abattrait, face auquel aucun FESF ne résisterait, quelle que soit sa dotation (une dotation aujourd'hui fixée à 750 milliards d'euros, mais une garantie effective de prêts de 440 milliards d'euros). De ce point de vue, un seuil a été franchi quand, en juillet 2011, la méfiance des investisseurs s'est tournée vers l'Italie, car celle-ci pèse économiquement, à elle seule, plus de deux fois plus que les trois pays réunis qui ont été « aidés » à ce jour (Grèce, Irlande, Portugal).

Nous sommes donc face à un véritable tournant, en quelque sorte une crise dans la crise, parce que la Grèce inaugure le défaut souverain et parce que l'inclusion de l'Italie dans le cercle de la menace montre que, même en réunissant ses forces, l'UE ne pourra pas sauver tout le monde. José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, a fini par reconnaître que la crise de l'endettement était celle de toute l'Europe et pas seulement celle de sa périphérie. Il faut aller plus loin et admettre le caractère universel de la crise du surendettement public, qui n'est rien d'autre qu'une manifestation du caractère universel de la crise de 2008-2009. Si États-Unis et Japon ont échappé pour l'instant à la vindicte des marchés, c'est du fait d'un effet de réputation : comment imaginer que deux des principales puissances économiques mondiales pourraient faire défaut ? Ce à quoi il faut ajouter, s'agissant du Japon, que sa dette publique est détenue, pour l'essentiel, par des nationaux japonais, ce qui la rend beaucoup plus stable et moins sujette aux mouvements spéculatifs. En réalité États-Unis et Japon sont tout autant que l'Europe concernés par le surendettement. La dette publique du Japon bat tous les records, à 229 % du PIB au début 2011 <sup>(12)</sup>. Quant au déficit de l'État fédéral américain (net borrowing), il s'est élevé à 9,1% du PIB au premier trimestre 2011. La dette publique américaine a atteint à la mi-mai 2011 la limite légale (14 294 milliards de dollars) au-delà de laquelle l'État ne peut plus augmenter son endettement. Ce plafond représente 96 % du PIB des États-Unis du premier trimestre 2011 (le PIB étant évalué en termes annuels). Cette limitation levée, l'endettement public américain a bondi à 14 580,7 milliards de dollars dès le 2 août, dépassant le montant du PIB de 2010, atteignant 98 % du PIB du premier trimestre 2011 <sup>(13)</sup>. On se rapproche des 100 % et d'ailleurs le pourcentage devrait être à 103 % en 2012, selon le FMI <sup>(14)</sup>. Ce ratio était à 64,4 % en 2007 <sup>(15)</sup> et, ici aussi, c'est très clairement sous l'effet de la crise de 2008-2009 que l'emballement a eu lieu.



Bien qu'étant une conséquence logique de cette situation, la décision de l'Agence de notation Standard and Poor's de dégrader la note de la dette publique américaine a fait l'effet d'une bombe. Le 5 août, l'Agence a fait passer la note de cette dette de AAA (sommet indépassable) à AA+, le tout sous

perspective négative. Une décision qui va augmenter le coût des emprunts américains (et aggraver ainsi le surendettement), pousser à la hausse les taux d'intérêt à moyen et long terme, menacer l'édifice financier mondial (qui repose pour une part sur le classique bon du trésor américain), dévaloriser le patrimoine de ceux qui détiennent des titres de la dette publique des États-Unis (à commencer par la Chine), rendre ainsi plus difficile le financement du déficit extérieur américain et surtout accroître dans d'énormes proportions le sentiment de défiance à l'égard des titres publics quels qu'ils soient : si l'on ne peut plus avoir une confiance absolue dans les États-Unis, alors quelle confiance accorder aux autres États ? Ce qui renchérra, par ricochet, le financement de tous les déficits publics et poussera, de ce fait, encore plus de pays vers le défaut de paiement. Ceci sans compter le coup porté à la confiance des agents économiques, qui hésiteront encore plus que par le passé à investir ou consommer.

Suivant en cela une orientation keynésienne, certains pensaient que la politique budgétaire, celle des plans de relance et des déficits publics, avait été la solution miracle à la crise, un remède que l'orthodoxie avait empêché d'appliquer en 1929 et qu'on aurait eu le courage de mettre en œuvre aujourd'hui. Il apparaît maintenant que l'endettement public ainsi généré n'est rien d'autre qu'une forme particulière prise par une crise qui poursuit sur sa lancée, revêtant un déguisement après l'autre. De fuite en avant en fuite en avant, du temps a été gagné, les échéances repoussées, en passant de la crise de la nouvelle économie à celle de l'immobilier, du surendettement des ménages à celui des banques, enfin du surendettement de ces dernières à celui des États. Mais l'onde du déséquilibre échappe désormais au contrôle, les États sont la dernière digue, et celle-ci est en train de céder. Voici venue l'heure de solder les comptes. Ainsi que je le disais dans mon ouvrage *La grande crise du XXI<sup>e</sup> siècle*, paru en mars 2009 : « *On peut (...) se demander si la prochaine forme que prendra la crise ne sera pas celle, catastrophique, de la méfiance à l'égard des placements en bons d'État, habituellement considérés comme parfaitement sûrs. Jusqu'ici, il est vrai, le flot de capitaux quittant la Bourse ou refusant d'acheter des obligations d'entreprise s'est massivement reporté sur les emprunts d'États, qui ont pu se financer à bon compte. Mais le risque augmente aussi de ce côté-là et son appréciation devient plus claire (...). Plus augmente la masse de l'endettement public, et plus il faudra payer cher pour continuer à s'endetter. Les États peuvent intervenir pour sauver le système capitaliste, ce qu'ils ont fait jusqu'ici, sans se gêner. Mais qui sauvera les États eux-mêmes, si leur crédibilité économique est menacée ? Ils sont le dernier rempart ; derrière, il n'y a plus rien* » <sup>(16)</sup>.

## **Les États-Unis**

Alors que débute l'été 2011, l'Europe, nous venons de le voir, est le grand sujet d'inquiétude, mais il était alors admis, qu'à cette exception près, le monde était sorti de la crise. Or, traiter de la conjoncture mondiale, c'est d'abord traiter de la conjoncture américaine et on ne peut certainement pas dire que les États-Unis aient surmonté la plus grave crise qu'ils aient connue depuis celle de 1929, bien au contraire.

Voyons cela de plus près. Le PIB américain, stagnant en 2008 (- 0,3 %), baisse fortement en 2009 (- 3,5 %). Un effondrement désastreux, mais qui aurait pu être abyssal sans une intervention publique à grande échelle. Le revenu des ménages de 2009 décroît par rapport à 2008, de façon très importante (- 530 milliards de dollars). Mais la dégringolade aurait dû être bien plus grave sans une violente augmentation des transferts publics en leur direction (+ 259 milliards), augmentation qui a contrebalancé presque entièrement l'affaissement du total des salaires (- 272 milliards). Le revenu disponible des ménages chute aussi (- 235,7 milliards), mais beaucoup moins que leur revenu. Ce qui s'explique par une diminution dramatique des impôts sur le revenu des personnes physiques (- 294,3 milliards), liée en partie à la chute des revenus mais aussi à une politique d'allègement fiscal de grande ampleur. La somme (salaires publics + transferts publics aux ménages - impôts sur le revenu des personnes physiques) résume le soutien public apporté aux ménages : elle est de 1 587,6 milliards de dollars en 2008 et de 2 172 en 2009, soit un accroissement de 584,4 milliards. Un soutien d'une exceptionnelle ampleur. C'est lui qui a fait qu'en passant du revenu des ménages à leur revenu disponible, la chute a été réduite

de moitié. C'est lui qui a évité la transformation d'une récession en profonde dépression. La véritable question est alors de savoir quel sera le comportement de cette économie une fois retiré l'extraordinaire échafaudage public édifié autour d'elle.

Pour cela, tournons-nous vers les données trimestrielles sur la somme (salaires publics + transferts publics - impôts sur le revenu des personnes physiques). Elles montrent que le soutien public, massif, s'est fortement accru au cours de l'année 2008 et du premier semestre 2009. Ce soutien se maintient à un haut niveau au cours de l'année 2010, qui voit alterner montées et reculs de l'apport public. Le véritable tournant se situe au cours du premier trimestre 2011 : la somme que nous venons d'évoquer (salaires publics + transferts publics - impôts sur le revenu des personnes physiques) chute fortement (- 133 milliards de dollars), alors que les dépenses publiques enregistrent un net recul (- 5,9 %, prolongé par un - 1,1 % au cours du deuxième trimestre 2011). Le soutien public commence donc son mouvement de retrait. Mais, élément essentiel, le privé ne prend pas le relais.

L'immobilier est toujours dévasté : - 27,7 % en 2010 (III<sup>e</sup> trimestre), puis la stagnation : + 2,5 % en 2010 (IV<sup>e</sup> trimestre), - 2,4 % en 2011 (I<sup>er</sup> trimestre) et + 3,8 % en 2011 (II<sup>e</sup> trimestre). L'investissement des entreprises n'a aucun dynamisme et, s'il continue à augmenter, le rythme de cette croissance va diminuant : 18,6 % en 2010 (II<sup>e</sup> trimestre), 11,3 % en 2010 (III<sup>e</sup> trimestre), 8,7 % en 2010 (IV<sup>e</sup> trimestre) et enfin 2,1 % en 2011 (I<sup>er</sup> trimestre), suivi par un léger rebond (+ 6,3 %) en 2011 (II<sup>e</sup> trimestre). Quant à la contribution du commerce extérieur, elle est quelquefois positive, mais souvent négative. Le résultat d'ensemble (dont on devine la fragilité) est particulièrement terne pour le deuxième trimestre 2011 (+ 1,3 % pour le PIB) et proche de la stagnation pour le premier trimestre de cette année (+ 0,4 %).



Reste l'essentiel : la consommation des ménages, qui pèse particulièrement lourd aux États-Unis (elle fait dans ce pays 70,5 % du PIB, et seulement 56 %, par exemple, en France). Mais, étranglée par des salaires comprimés, menacée par le chômage, négativement influencée par la chute de valeur du patrimoine immobilier, cette consommation s'essouffle et peine de plus en plus à tirer l'attelage. En rythmes

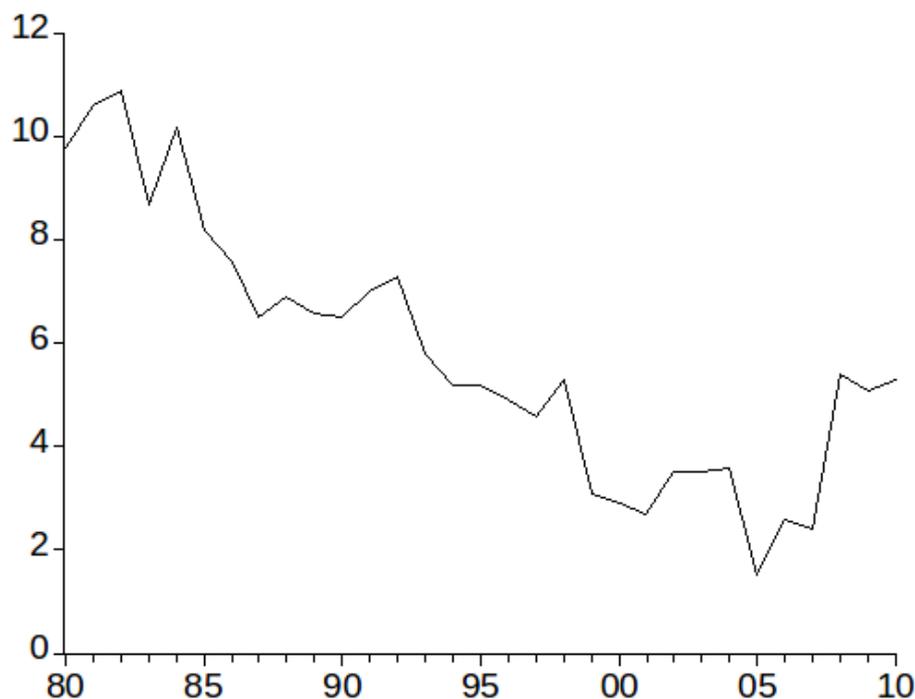
annuels, elle s'était accrue de 3,6 % au cours du quatrième trimestre 2010, mais seulement de 2,1 % au cours du premier trimestre 2011 et enfin d'un insignifiant 0,1 % au cours du deuxième trimestre de cette année. Mais, dira-t-on, les contraintes qui pèsent sur la consommation américaine ne datent pas d'aujourd'hui et elles ont toujours été surmontées. C'est exact, mais cela a été le cas grâce au modèle « de moins en moins d'épargne, de plus en plus de dettes ». Un modèle qui a permis de soutenir la demande globale lorsqu'elle venait à défaillir et ce, sans avoir à augmenter les salaires, la chute du taux d'épargne augmentant la consommation sans que bouge le revenu, la hausse du taux d'endettement soutenant la dépense de consommation ou d'investissement (dans l'immobilier) bien que plafonnent les rémunérations. Un modèle qui tient de la solution-miracle, mais explosif, comme on le voit aisément, chute du taux d'épargne et montée du

taux d'endettement ayant nécessairement une fin. La crise de 2008-2009 est la crise de ce modèle, et on ne voit pas comment obtenir les mêmes résultats alors qu'il est hors service.

Désormais, en effet, le taux d'épargne des ménages se redresse, et il est frappant de constater que les deux années de récession (2008 et 2009) ont été précédées par un bond de ce taux qui lui a fait gagner 3 points d'un seul coup, passant de 2,4 % en 2007 à 5,4 % en 2008. C'est dire toute l'importance de ces ajustements, l'importance de la chute de ce taux sur de nombreuses années (il était à 1,5 % en 2005), alimentant à bon compte la consommation, donc aussi la croissance ; mais également, ensuite, l'importance de sa remontée (sur ces points, voir le graphique 1). Une telle remontée, inévitable en période de crise, s'explique par la reconstitution d'une épargne de précaution, mais aussi par l'éclatement de la bulle immobilière et par l'effondrement des prix de l'immobilier qui l'accompagne : ce dégonflement de la valeur du patrimoine entraîne (« effet richesse ») une chute de la propension à consommer et une remontée corrélative du taux d'épargne.

### Graphique 1. États-Unis. Taux d'épargne des ménages (%)

Épargne des ménages rapportée à leur revenu disponible



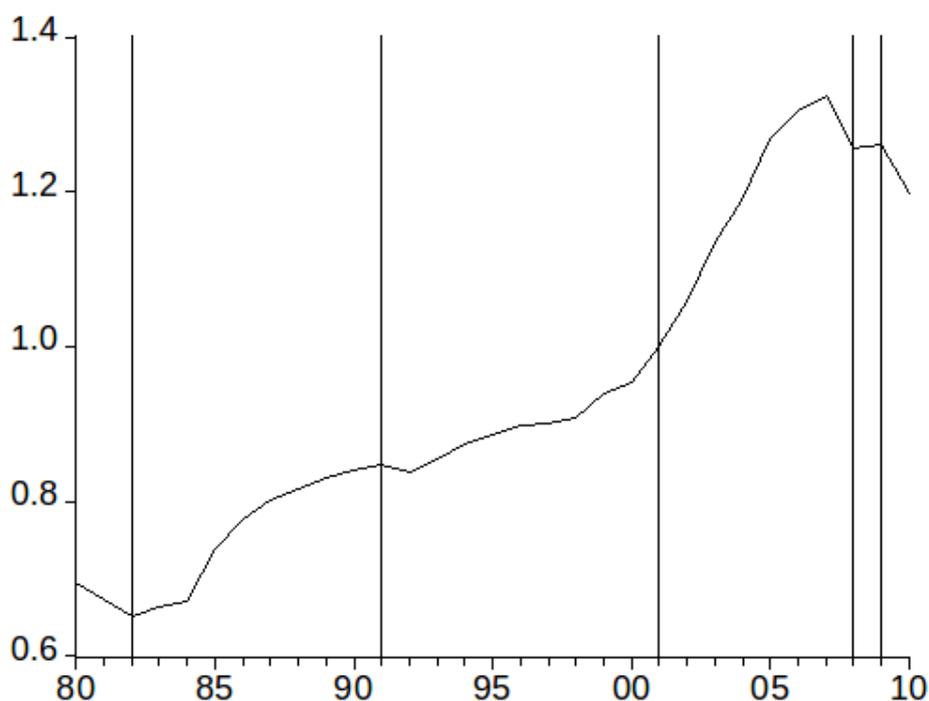
Source : Bureau of economic analysis (BEA), Nipa.

Le vide s'ouvre sous les pas de l'économie américaine, parce que le soutien public a commencé à se retirer sans que le privé prenne la relève, et il en est ainsi parce que l'ancien modèle (« de moins en moins d'épargne, de plus en plus de dettes ») ne fonctionne plus, alors qu'il n'a été remplacé par aucun autre. Il n'est plus possible, comme cela a été le cas pendant de nombreuses années, d'alimenter la consommation par

une baisse du taux d'épargne plutôt que par une augmentation du revenu. Il n'est plus possible, comme cela a été également le cas pendant de nombreuses années, d'alimenter l'immobilier par un endettement inconsidéré. La crise est passée par là, et elle joue son rôle de rétablissement des équilibres, redressant un taux d'épargne des ménages qui était proche de zéro, réduisant au contraire un taux d'endettement devenu insoutenable (voir le graphique 2). Ainsi, la dette totale des ménages américains culmine à 13 844 milliards de dollars en 2008 ; elle chute ensuite à 13 611 milliards en 2009, puis à 13 386 en 2010 ; au premier trimestre 2011, on chute encore à 13 318 milliards. L'impasse est telle que l'on peut se demander si l'économie américaine peut connaître une croissance en l'absence de bulle spéculative, sans la bulle (boursière) de la nouvelle économie, ou sans celle de l'immobilier, qui l'a suivie.

**Graphique 2** États-Unis. Taux d'endettement des ménages. Endettement des ménages rapporté à leur revenu disponible

Verticalement : années de chute du PIB réel (\*)



Source : Bureau of economic analysis (BEA) et Federal reserve board

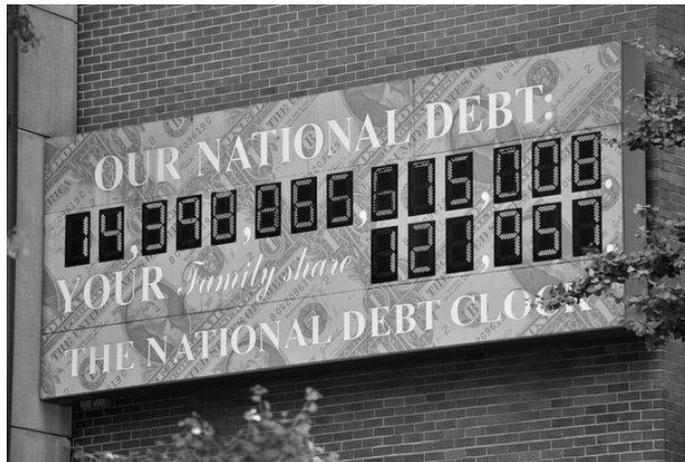
(\*) 2001 est classée année de récession par le NBER américain

L'heure de vérité a sonné de part et d'autre de l'Atlantique, parce que la crise continue, en prenant d'autres déguisements et que les expédients utilisés pour reporter les échéances sont en voie d'épuisement. En Europe cette crise prend surtout la forme du surendettement public, aux États-Unis surtout celle d'un étouffement de la croissance. Mais la décision de Standard and Poor's de dégrader la note américaine en dit long sur le

caractère universel d'une crise mondialisée. Le dernier rempart, celui des États, est en train de céder. Mordant la main qui les a nourris, les « marchés » exigent d'être sauvés sur fonds publics, puis n'hésitent pas à se ruer sur ces mêmes États qui les ont secourus. Sous leur pression, les politiques d'austérité mises en place approfondissent la crise et ce, d'autant plus violemment qu'elles sont maintenant généralisées. Ce faisant, supposées réduire l'endettement, ces politiques l'aggravent au contraire, par réduction des recettes fiscales. Pris dans ce cercle vicieux, le monde capitaliste a d'autant plus de mal à trouver la voie de la sortie que les munitions publiques ont été tirées et sont désormais épuisées, qu'il s'agisse de l'instrument budgétaire ou du monétaire, les taux des banques centrales étant toujours maintenus au plancher, sans grands résultats. Derrière des États désarmés, on voit maintenant apparaître clairement les lois implacables du système capitaliste, celles dictées par la soif inextinguible de profit, un système menacé d'effondrement et qui risque d'entraîner l'humanité tout entière dans sa chute.

### Que faire ?

Ce n'est pas ici le lieu d'énoncer l'intégralité d'un programme qui passerait en revue toutes les mesures nécessaires, certaines qui découlent directement de la situation actuelle, d'autres qui en sont la conséquence logique, d'autres encore qui s'attaquent au système capitaliste dans ce qu'il a de plus fondamental. Cela serait utile, mais le feu est à la maison et il faut mettre en œuvre l'indispensable quitte à ce que, à partir de là, d'autres voies soient ouvertes sur un autre horizon. Il faut – priorité des priorités – éteindre l'incendie de la dette. Il faut – geste de survie – maîtriser la finance, l'empêcher de nuire, une bonne fois pour toutes. Il faut – préparation de l'avenir – jeter les bases d'un redémarrage, de façon à assurer l'emploi.



L'urgence absolue est de faire face au problème de la dette publique. Trois points sont essentiels :

- ▶ 1. Quel que soit le pays, il faut décréter un **moratoire sur la dette** existante et la soumettre à un audit, pour porter un jugement circonstancié et déterminer quelles dettes seront remboursées et quelles ne le seront pas. Une partie substantielle de la dette, cela est clair, devra être répudiée. Le reste sera soumis à restructuration : rééchelonnement, réduction, plafonnement, etc.
- ▶ 2. Réformer dans les plus brefs délais les **statuts de la BCE**, pour permettre le financement monétaire du déficit public (achat par la BCE des titres de la dette publique lors de leur émission). La BCE procède déjà à des achats de tels titres, mais il s'agit surtout du « marché de l'occasion », où les titres achetés par les banques sont revendus. Ce qui permet aux banques, tout à la fois, d'exiger une prime de risque lors de l'achat du

titre et d'être assurées ensuite de pouvoir le revendre. Le financement monétaire du déficit enlèverait son pouvoir de chantage à la finance.

► 3. En matière de déficit public, il faut redresser la situation, surtout s'il faut renoncer aux fonds fournis par les marchés. Une **réforme fiscale d'ampleur** s'impose, pour revenir sur les avantages consentis aux patrons et taxer fortement les hauts revenus, les profits des sociétés et les patrimoines des riches.

La crise l'a montré de façon éclatante... et désastreuse : il faut ligoter la finance. Ce qui, outre l'interdiction de la titrisation des créances et des fonds spéculatifs, implique la levée du secret bancaire, la chasse aux paradis fiscaux et la constitution d'un grand pôle bancaire public, par nationalisation d'un nombre significatif de banques en position dominante. L'appareil bancaire doit être soumis à un contrôle sévère, la séparation entre banque de dépôts et banques d'affaires doit être restaurée. Il faut taxer les transactions financières, instaurer le contrôle du mouvement des capitaux. Il faut interdire les ventes à découvert, qui permettent la spéculation sur titres. Il faut aussi placer les Bourses en position subordonnée, ce que nous pouvons obtenir par une taxation renforcée des plus-values, l'introduction d'un délai entre l'achat et la revente des actions ou carrément la non cessibilité des titres émis. Il faut enfin mettre les banques centrales et toutes les institutions financières sous le strict contrôle des pouvoirs publics.

Si l'on ne veut pas que les mêmes causes produisent les mêmes effets, il faut rompre avec le modèle de la mondialisation libérale. Ce qui suppose bien des choses qu'on ne peut développer ici, qu'il s'agisse du droit de propriété de l'entreprise, d'une autre mondialisation (et d'une autre Europe), du périmètre des biens communs ou encore de la crise écologique. Mais l'indispensable, le socle à partir duquel bâtir, c'est un nouveau rapport salarial. En effet, il faut un nouveau partage de la valeur ajoutée, radicalement différent de l'actuel, pour assurer les bases d'un autre développement. Il faut aussi stabiliser le marché du travail, en rétablissant la prépondérance des CDI, en confinant les diverses formes du travail précaire, en encadrant strictement les licenciements. Il faut garantir les acquis sociaux, en finir avec les politiques d'austérité, reconstituer des services publics dignes de ce nom.

Voilà le plus urgent. L'accomplir serait déjà énorme, mais s'en tenir là serait illogique. Ne voit-on pas que derrière tel ou tel « excès » de la finance, il y a l'esprit d'un système, le capitalisme ? Ne voit-on pas que, derrière la mondialisation libérale, il y a encore et à nouveau les exigences d'un système, le capitalisme ? La crise actuelle a déjà suscité d'immenses souffrances dans le monde. Ses nouveaux développements sont, de ce point de vue, terriblement menaçants. Il est temps de tirer un trait, il est temps de changer d'horizon.■

Le 17 août 2011

\* **Isaac Johsua**, maître de conférences en sciences économiques à l'Université Paris XI, est membre de la Fondation Copernic et du Conseil scientifique d'Attac. Il a publié, entre autres, *Le grand tournant — Une interrogation sur l'avenir du capital*, PUF, Actuel Marx, Paris 2003, *Une trajectoire du Capital. De la crise de 1929 à celle de la nouvelle économie*, Syllepse, Paris 2006, *La Grande Crise du XXI<sup>e</sup> siècle — Une analyse marxiste*, La Découverte, Paris 2009.

## Notes

1. *Le piège de la dette publique. Comment s'en sortir*, Jacques Cossart, Evelyne Durille-Feer (coord.), Attac, Ed. Les liens qui libèrent, mai 2011, page 70.
  2. *Rapport de la Commission européenne. Rapport sur les aides d'État accordées par les États membres de l'UE, mise à jour de l'automne 2010*, page 11. Voir <http://gesd.free.fr/aides10.pdf>.
  3. *La dette ou la vie*, Damien Millet et Eric Toussaint, coord., edit. Aden, mai 2011, page 213.
  4. Martine Orange, Mediapart, 4 décembre 2010. Voir <http://gesd.free.fr/aide1100.pdf>.
  5. AFP, 5 mai 2011.
  6. AFP, 2 août 2011.
  7. AFP, 27 juillet 2011.
  8. Martine Orange, Mediapart, 26 juillet 2011.
  9. AFP, 9 mai 2011.
  10. Reuters, 28 juillet 2011.
  11. Martine Orange, Mediapart, 26 juillet 2011.
  12. AFP, 4 août 2011.
  13. AFP, 4 août 2011. *La dette prise ici en compte cumule celle de l'Etat fédéral américain et celle des Etats qui constituent l'Union, ainsi que celle des administrations locales, contrairement au tableau 2, qui s'en tient à celle des seules administrations centrales.*
  14. AFP, 25 juillet 2011.
  15. AFP, 4 août 2011.
  16. *La grande crise du XXIe siècle – Une analyse marxiste*, La Découverte, Paris 2009, pp. 118-119.
- 

## A lire...



### La grande crise du XXIe siècle

par Isaac Johsua

S'appuyant sur les fondamentaux de l'analyse marxiste, Isaac Johsua explique le lien entre surconsommation et crise financière : lors des épisodes récessifs, il

faut pousser vers le haut la dépense des ménages. D'où la 'titrisation des créances', qui a permis aux banques d'accorder toujours plus de crédits ; et la financiarisation de la consommation', qui a rendu cette dernière dépendante de la valeur du patrimoine, boursier ou immobilier. Contrairement à ce qu'affirment de larges cercles de la gauche, la sous-consommation n'est pas la cause de la crise.

La découverte -140 pages - édition : mars 2009 - 10€



### Un pur capitalisme

Par Michel Husson

Mondialisation, marchandisation, hyper concurrence: tout se passe comme si le capitalisme contemporain était en train de retourner à une

forme d'état de nature. La parenthèse de « l'Age d'or » s'est refermée, et le capitalisme aujourd'hui, sous bien des aspects, est plus proche de celui que Marx avait sous les yeux. En se libérant progressivement des régulations qui lui avaient été imposées au fil du temps, le capitalisme revendique un mode de fonctionnement « pur ». Ce livre commence par une analyse des deux grandes tendances du capitalisme contemporain: la baisse permanente de la part des richesses qui revient aux salariés, et la construction d'un marché mondial. Editions Page deux - 200 pages - édition : avril 2008 - 16€

Commander ? <http://www.la-breche.com>

---

# FACE À LA DETTE : L'APPÉTIT VIENT EN AUDITANT !

*par Yorgos Mitralias*

***Ce texte est le prologue à l'édition grecque du livre « Menons l'enquête sur la Dette ! – Manuel pour les audits de la dette du Tiers Monde ». L'édition grecque est augmentée d'un long et important texte de Maria Lucia Fattorelli sur les expériences d'audit de la dette publique en Equateur et au Brésil, ainsi que du texte d'Eric Toussaint intitulé « Quelques fondements juridiques de l'annulation de la dette ».***

---

Etant donné que la crise de la dette était jusqu'à très récemment le « privilège » exclusif des pays du Tiers Monde, il n'est pas surprenant qu'il n'y ait ni d'expériences, ni de leçons tirées d'expériences et encore plus aucune bibliographie relative à la préparation, l'organisation et la réalisation d'audits de la dette publique dans les pays du Nord global. C'est donc exactement pour cette raison qu'il est presque « normal » qu'un livre qui ambitionne de constituer un « manuel pour les audits » de la dette énumère et s'inspire des faits, des situations et surtout, des expériences concrètes d'audits réalisés exclusivement dans ce Tiers Monde tant éprouvé.



Alors, au moment où la crise de la dette se déplace massivement au Nord global et nous-mêmes ici en Grèce sommes appelés à nous y confronter, contestant et dénonçant en actes ce cauchemar qui est la dette publique grecque, nous ne pouvons évoquer aucun précédent, tirer des enseignements d'aucune expérience d'audit en Europe Unie ou plus généralement au Nord développé.

Cependant, on ne part pas de zéro. Les expériences et les leçons tirées des luttes au Sud global sont ici, à notre disposition, et il ne reste qu'à en profiter pour initier, pour le compte aussi des autres peuples européens, celle qui est, peut être, la plus décisive des batailles présentes et à venir : la bataille contre la dette qui ravage des sociétés et détruit des vies humaines, tout en constituant un des outils les plus éprouvés pour rendre les riches scandaleusement plus riches et les pauvres inhumainement plus pauvres...

Il n'y a pas de doute que les différences entre les crises de la dette au Nord et au Sud soient réelles et pas du tout négligeables. Cependant, tant au Sud qu'au Nord, les objectifs

d'un authentique audit de la dette publique sont identiques à ceux décrits au livre que vous avez en mains :

« Le premier objectif d'un audit est de clarifier le passé, de démêler l'écheveau de la dette, fil par fil, jusqu'à reconstruire la pelote des enchainements qui ont conduit à l'impasse actuelle. Qu'est devenu l'argent de tel emprunt, à quelles conditions cet emprunt a-t-il été conclu ? Combien d'intérêts ont été payés, à quel taux, combien du principal a déjà été remboursé ? Comment la dette s'est-elle enflée sans qu'on voie la couleur de l'argent ? Quel chemin ont suivi les capitaux ? À quoi ont-ils servi ? Quelle part a été détournée et comment? »

Et en plus de tout ça:

« Qui a emprunté et au nom de qui ? Qui a prêté et quel a été son rôle ? Comment l'Etat s'est-il trouvé engagé, par quelle décision, prise à quel titre ? Comment des dettes privées sont-elles devenues « publiques » ? Qui a engagé des projets bidon, qui y a poussé, incité, qui en a profité ? Quels crimes ont été commis avec cet argent ? Pourquoi n'établit-on pas les responsabilités civiles, pénales et administratives ? »

Il suffit d'avoir en tête ces interrogations pour comprendre combien énorme est le champ d'action d'un audit de la dette publique, qu'il n'a absolument rien à voir avec sa caricature qui le réduit à une simple vérification de chiffres faite par des comptables routiniers. Alors, ce n'est pas du tout un hasard que les partisans des audits argumentent en faveur de leur nécessaire réalisation en invoquant toujours deux besoins fondamentaux et vitaux de la société : ceux de la transparence et du contrôle démocratique de l'Etat et des gouvernants pas les citoyens.

Il s'agit sans doute des besoins qui se réfèrent à des droits démocratiques tout à fait élémentaires, bien que violés en permanence, reconnus par le droit international. Le droit des citoyens de connaître les actes de ceux qui les gouvernent, de s'informer de tout ce qui concerne leur gestion, leurs objectifs et leurs motivations est intrinsèque à la démocratie elle-même puisqu'il émane du droit fondamental des citoyens d'exercer leur contrôle sur le pouvoir et de participer activement aux affaires communes.

Alors, le fait que ce pouvoir refuse obstinément de réaliser l'audit de sa propre dette et a horreur même de l'idée que quelques intrus « non institutionnels » oseraient le réaliser à sa place, est indicatif de notre démocratie (bourgeoise et néolibérale) malade et profondément déficitaire. Une démocratie infirme, qui d'ailleurs n'arrête pas de nous bombarder avec sa rhétorique sur la transparence.

Ce besoin permanent de transparence dans les affaires publiques acquiert pourtant à l'époque du néolibéralisme le plus sauvage et de la corruption débridée -sans précédent dans l'histoire mondiale- une énorme importance supplémentaire : Il se transforme en un besoin social et politique tout à fait vital ! Et c'est exactement pour cette raison que la transparence en actes constitue un cauchemar et est exorcisée



dans la pratique par les puissants du système, qui ne montrent la moindre envie de tolérer des témoins non invités à leur interminable festin néolibéral.

En d'autres termes, dans la période actuelle de la plus vaste corruption et des innombrables scandales financiers, des libertés et des droits des citoyens considérés jadis comme « élémentaires » se transforment en produits de luxe toujours plus rares dans nos sociétés étroitement surveillées. La conséquence directe en est que l'exercice de ces droits démocratiques, jusqu'à hier « élémentaires », soit considéré par les gouvernants presque comme une déclaration de guerre à leur système par « ceux d'en bas ». Et naturellement, elle est traitée en conséquence...

### ***Une brèche dans le mur du pouvoir***

Sans aucune hésitation, il suffirait de pratiquer ces droits démocratiques « élémentaires », de fait extrêmement politiques, pour que l'audit de la dette publique acquière une dynamique socialement salutaire et politiquement presque... subversive ! Cependant, l'utilité profonde d'un audit indépendant de la dette publique ne peut pas se résumer uniquement dans la défense de la transparence et de la démocratisation de la société. Elle va beaucoup plus loin, puisqu'elle touche à des questions qualitativement supérieures et ouvre le chemin à des processus qui pourraient s'avérer extrêmement dangereux pour le pouvoir établi et potentiellement libérateur pour l'écrasante majorité des citoyens !

En effet, en exigeant d'ouvrir et d'auditer les livres de la dette publique, et encore mieux en ouvrant et en auditant ces livres, le mouvement de l'audit citoyen ose « l'impensable » : il pénètre dans la zone interdite, dans le saint des saints du système capitaliste, la où, par définition, n'est toléré aucun intrus !



En même temps, il se trouve confronté, directement et sans aucun intermédiaire, au système lui-même puisqu'il lui conteste le plus essentiel de ses pouvoirs : la monopolisation du droit de décider, de prendre les décisions sur les plus importantes questions financières, politiques, environnementales et sociales du pays ! C'est à dire, de décider du destin, de la vie et de la mort des êtres humains...

Ici, il ne s'agit plus ni de la simple transparence, ni même de la démocratisation de la société. Il s'agit de quelque chose beaucoup plus profond et essentiel, de l'ouverture d'une immense brèche dans le mur du pouvoir qui nous entoure. D'une brèche à travers laquelle devient possible d'entrevoir, même confusément, l'« autre monde possible » de la très chère vision émancipatrice des producteurs associés.

Plus concrètement, afin de réaliser ses objectifs et répondre aux attentes de la société, un audit citoyen de la dette publique est -de fait- contraint d'aller beaucoup plus loin que le contrôle de la simple légalité de cette dette. « Imperceptiblement » il est poussé à

pénétrer loin à l'intérieur des champs clôturés du pouvoir capitaliste, de commettre le suprême « sacrilège » de contester la vache sacrée qui est la propriété privée, en évaluant pourquoi, selon quels critères et où est allé l'argent des prêts, où et comment il a été investi. Et ceci oblige de fait le mouvement qui se trouve derrière et autour de lui, c'est-à-dire les salariés et les opprimés de toute espèce, d'élaborer ses propres priorités alternatives sur la base de la satisfaction d'autres besoins sociaux, diamétralement opposés.

Par exemple, critiquer le gaspillage des ressources pour les Jeux Olympiques d'Athènes c'est plus que dévoiler et dénoncer la corruption de grande ampleur qui les accompagnait, ou imputer des responsabilités pour les pots de vin distribués si grassement. La critique principale et plus pertinente de ces J.O est celle faite sur la base d'une autre et totalement différente vision de la réalité sociale et environnementale. Celle qui conduit à l'adoption des priorités sociales et économiques diamétralement opposées et donc, d'un autre monde possible. Au lieu de la construction d'équipements sportifs pharaoniques, des investissements pour la santé, l'enseignement, l'amélioration qualitative des services publics, etc. Au lieu de la bétonisation extrême de la capitale et de ses habitants déjà asphyxiés, des investissements massifs pour s'attaquer au changement climatique. En d'autres termes, au lieu des profits de trop peu nombreux, la satisfaction des besoins de l'écrasante majorité des humains...

Pourtant, c'est exactement cette vision des besoins de la population travailleuse -mais aussi de la nature dans laquelle nous vivons et nous nous reproduisons- qui offre la base pour que commence à émerger non seulement la nécessité mais aussi les lignes générales d'une autre organisation économique et sociale, c'est-à-dire d'une autre société ! C'est ainsi qu'en commençant par le « sacrilège » d'un simple audit de la dette, qui a dévoilé aux yeux des gens combien nu est le roi (capitaliste) qui nous écrase, le processus s'est transformé rapidement en une école tout à fait inédite fréquentée par « ceux d'en bas » qui y forment et développent leur conscience de classe et politique, tout en élargissant leurs horizons au point de commencer à avoir envie de contester carrément le pouvoir lui-même de « ceux d'en haut ».

### ***Mouvement social et auto-organisation***

C'est évident qu'un tel audit de la dette publique ne peut pas se réaliser sans la participation directe et active de « ceux d'en bas ». Pour qu'il existe, il demande la création et le développement d'un mouvement social unitaire mais aussi démocratique. Cependant, ce mouvement ne peut et ne doit pas être réduit à un rôle de supplétif, ne peut se limiter seulement à suivre les travaux des quelques « experts » de la commission d'audit, soient-ils des gens de gauche ou même des révolutionnaires. Il doit participer au processus de l'audit de la dette non seulement parce qu'il peut l'aider efficacement avec ses connaissances spécifiques, ses témoignages et ses enquêtes, mais surtout parce qu'il est le seul en mesure de juger et de dénoncer la dette publique sur la base de ses propres priorités, besoins, et valeurs populaires, de ses propres visions émancipatrices.

Un tel mouvement radical pour l'audit de la dette ne peut être quelque chose d'abstrait. Pour qu'il acquière chair et os, il doit s'(auto)organiser à l'image de la société moderne elle-même. Et pour que ceci soit fait, il lui faut ressembler à un grand fleuve mouvementiste

auquel confluent de nombreux différents torrents humains. Pas au nom d'un quelconque pluralisme métaphysique mais parce que, pour qu'il soit efficace, l'audit de la dette doit se faire en rapport avec les besoins des gens et parce que nul autre peut mieux connaître, juger, évaluer et défendre les besoins par exemple des femmes, que le mouvement féministe lui-même. Ou des agriculteurs que les pauvres agriculteurs, des jeunes que la jeunesse mobilisée, des consommateurs que les consommateurs organisés ou de l'environnement que les écologistes radicaux, etc.

Conclusion : un véritable et efficace audit de la dette publique exige l'existence d'un puissant mouvement dans lequel se rencontrent les mouvements particuliers contre la dette (et les mesures d'austérité) des diverses, petites et grandes, catégories sociales et autres sensibilités de la population salariée opprimée par le capital. C'est à dire, d'un mouvement qui, tenant compte des multiples « identités » du salarié d'aujourd'hui (pas seulement producteur mais aussi consommateur, usager des services publics, victime du sexisme, de la violence conjugale et des discriminations du genre, victime du changement climatique et de la pollution de l'environnement, etc.) tente leur synthèse, sans laquelle le mouvement se fragmente, se divise et perd sa dynamique émancipatrice.



Voici donc une des raisons qui rendent impérative la nécessaire rencontre du mouvement d'audit de la dette publique avec celui des « Je ne paye pas » <sup>(1)</sup>. Cette nécessité ne découle pas seulement du fait que tous les deux représentent « ceux d'en bas » et leurs résistances. Ça découle avant tout du fait qu'il s'agit, par plusieurs aspects, de mouvements sociaux jumeaux ayant des « philosophies » et des dynamiques similaires, et qui sont condamnés de se rencontrer et de se greffer l'un sur l'autre s'ils veulent développer toutes leurs potentialités. Tous les deux ne se limitent pas à une critique passive du système capitaliste, mais passent à la transgression en actes de la légalité bourgeoise et capitaliste, levant la tête avec insolence aux puissants et à leur système. En

agissant ainsi, ils créent les conditions pour l'extension et la généralisation de leur bon exemple, en popularisant avec leur action l'évidence : Oui, gratuits la santé et les transports, l'enseignement et l'électricité, le gaz ou les crèches pour les salariés, les immigrés, les familles monoparentales, les retraités sans le sous, les chômeurs et les laissés pour compte de toute espèce de ce système inhumain. Oui, gratuits parce que ceci n'est pas un luxe extravagant mais un droit des « ceux d'en bas » et un devoir des « ceux d'en haut ».

La rencontre et la jonction organique des tels mouvements sociaux non seulement multiplie leur crédibilité et leur force, mais rend aussi possible une chose beaucoup plus importante : elle accoutume la société de « ceux d'en bas » à l'idée qu'ils ne sont pas éternellement condamnés à obéir, résignés, aux ordres de leurs maîtres. Qu'ils sont non seulement en mesure de contester collectivement ces maîtres et leur pouvoir, mais qu'ils deviennent capables de le remplacer avec le leur !

### ***Audit de la dette et contrôle ouvrier***

Le processus d'audit de la dette publique par la société mobilisée peut constituer une grande école pour les travailleurs/ses puisqu'il leur offre une occasion unique de se mettre en contact et de comprendre « de l'intérieur » des questions qui leur sont en permanence inaccessibles et interdites, comme le fonctionnement de l'Etat bourgeois, l'économie du marché nationale et internationale ou les relations et institutions internationales. En jouant ce rôle pédagogique, la grande école de l'audit des livres de l'Etat par les salariés et leurs organisations contribue cependant à la formation et au développement de leur conscience de classe et anticapitaliste puisqu'elle déploie une dynamique analogue à celle du contrôle ouvrier. Une dynamique qui parvient à armer les travailleurs/ses, et plus généralement les victimes du néolibéralisme, avec la volonté de contester la tyrannie du capital et de prendre en main leurs propres destins.

Pourtant, les dynamiques jumelles des deux contrôles ne peuvent pas cacher les importantes différences qui les séparent. En effet, pendant que le contrôle ouvrier ouvre les livres du patron, l'audit de la dette publique passe au peigne fin les livres de l'Etat. Tandis que l'un (le contrôle ouvrier) part par le bas pour aller vers le haut, l'autre (l'audit de la dette) commence par le haut pour aller vers le bas. En d'autres termes, chacun d'eux termine là où commence l'autre...

Alors, si le but ultime du contrôle ouvrier, qui commence à l'usine, à l'entreprise et dans chaque lieu de travail, est de faire que les salariés posent la question de leur contrôle hors de leur lieu de travail, le généralisant au niveau de toute la société et de l'Etat, c'est exactement l'inverse qui se passe avec l'audit de la dette : Commenant par l'Etat et sa dette, il cherche à pousser les travailleurs/ses -et tous les opprimés- de généraliser leur expérience et d'imposer leur contrôle aux lieux de travail, à la production et partout où existe l'exploitation capitaliste.

Il s'agit, sans doute, d'une « innovation » qui est le produit direct de nos temps néolibéraux, et qui n'a pas encore attiré l'intérêt de la gauche et de ses états major. Ceci n'est pas une surprise car ce qui nous manque cruellement, surtout au Nord global, ce sont ces expériences pratiques d'audit de la dette publique de la part de « ceux d'en bas », qui pourraient fonder la recherche théorique en vue de l'analyse et de la compréhension du «

phénomène ». Il reste pourtant l'objectif immédiat qui n'est autre que ce qui doit être fait pour que la dynamique de l'audit de la dette fasse le parcours inverse de celui du contrôle ouvrier : « descendre » à la base de la société, dans les lieux de travail, et s'étendre à tout le processus productif !

Alors, en attendant le verdict de la praxis de « ceux d'en bas », on peut déjà être sûr d'une chose : face à un adversaire de classe international, organisé depuis longtemps, coordonné et armé jusqu'aux dents, et étant donné l'internationalisation extrême de l'économie ainsi que la nature et la réalité « multinationales » de la dette publique, la recherche de la part du mouvement de l'audit de la dette de partenaires, d'alliés et de compagnons de lutte en dehors des frontières nationales constitue une condition d'importance décisive pour son succès. Il y a deux conséquences directes à ce constat : D'abord, toute lutte pour l'audit et l'annulation de la dette publique qui n'est pas faite au nom et sur la base des intérêts communs (de classe) de « ceux d'en bas », au delà des frontières, est condamnée à l'échec. Ensuite, toute confrontation exclusivement avec les créanciers étrangers et les directoires étrangers, au nom d'une quelconque « résistance à l'occupation étrangère » du pays, est non seulement totalement inefficace, mais elle aussi un vrai combat chimérique jouant le jeu de la sainte alliance de nos tyrans indigènes et étrangers. À l'internationale du capital si réelle et si concrète, nous n'opposons pas le patriotisme mais notre internationalisme en actes.

Ce qui est encourageant est que tout ça doit et peut aujourd'hui se concrétiser, se transformer directement en un internationalisme pratique de combat. La raison est simple: les peuples en Europe -mais sûrement au delà d'elle, de l'autre côte de la Méditerranée où fait rage la révolution arabe !- sont tous dans le même bateau de la dette publique explosive et des mesures d'austérité inhumaines, et en plus ils sentent toujours plus intensément le besoin de collaborer et d'unir leurs forces contre leur ennemi commun de classe. La preuve est que jour après jour, ils sont toujours plus nombreux ceux qui paraissent partager la certitude qu'il n'y a pas de salut à l'intérieur de leurs frontières nationales ; qu'il faut, ici et maintenant, que les peuples d'Europe (de l'est et de l'ouest) fassent exactement ce que font leurs gouvernants, l'Union Européenne, le FMI et leur riche arsenal institutionnel et punitif : se coordonner et agir ensemble sur la base d'un projet stratégique commun.

En dernière analyse, « ceux d'en haut » font bien leur travail ; il est grand temps que « ceux d'en bas » fassent le leur !...

Note:

(1) Le mouvement « Je ne Paye pas », qui a pris récemment une grande ampleur en Grèce, s'est constitué autour du refus de payer les tickets de péage exorbitants sur les autoroutes privatisées du pays. La grande nouveauté de ce mouvement très populaire et radical est qu'il ne se limite pas à la dénonciation passive des augmentations successives du prix des péages mais qu'il pratique la désobéissance active de masse en forçant les barrières ! Ces derniers temps, le mouvement « Je ne Paye pas » est en train de s'étendre aux transports urbains de Thessalonique, au nord de la Grèce.

**Yorgos Mitralias, journaliste retraité et correspondant d'Inprecor, est un des fondateurs du Comité grec contre la dette et militant du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (CADTM).**

# LES LEÇONS DE L'ARGENTINE POUR LA GRÈCE

*Par Claudio Katz*

*Les comparaisons de l'exemple argentin avec l'effondrement grec sont désormais incontournables. Les analystes tentent d'évaluer si les mesures adoptées par le premier pays amélioreraient ou au contraire aggraveraient la situation du second. Cette évaluation s'étend généralement à d'autres nations de la périphérie européenne comme le Portugal et l'Irlande. Les mouvements sociaux sont eux préoccupés par autre chose : quel enseignement l'expérience latino-américaine peut-elle apporter dans la bataille contre l'ajustement ?*



## **Des sauvetages semblables**

La Grèce subit le même drame que l'Argentine une décennie auparavant. Le gouvernement de l'Alliance <sup>(1)</sup> assurait la continuité des politiques néolibérales de Menem tandis que l'endettement explosif de l'Etat le poussait au bord de la cessation de paiements. Au cours des années 1990, la dette est passée de 84 à 147 milliards de dollars et le paiement des intérêts asphyxiait les finances publiques. Ces transferts au titre du service de la dette représentaient 3 fois les dépenses courantes, 6 fois celles liées à l'assistance sociale et 23 fois les montants destinés aux plans d'aide à l'emploi.

Des refinancements d'urgence avaient lieu périodiquement pour éviter le défaut de paiement. Les échéances étaient repoussées avec des crédits à taux usuraires (lors des processus connus comme « blindajes » <sup>(2)</sup>) et avec des échanges désespérés de titres pour postposer les paiements (« mega-canje » <sup>(3)</sup>). Les créanciers intégraient le caractère non viable de ces opérations entraînant le maintien du « risque pays » - qui mesure la vulnérabilité du débiteur - à des niveaux exorbitants <sup>(4)</sup>.

La Grèce s'achemine vers le même précipice avec un endettement total par rapport au PIB semblable à l'Argentine de l'époque et le recours aux mêmes plans pour venir en aide aux créanciers. Elle a accepté l'année dernière des mesures de sauvetage pour échapper à l'étranglement du au manque de liquidités et elle a à faire face aujourd'hui à une crise majeure d'insolvabilité.

Ce même contexte conduisit il y a dix ans l'Argentine à la catastrophe sociale (54% de pauvres, 35% de chômeurs et la famine pour les plus démunis). La régression sociale s'accroissait à chaque fois que le gouvernement voulait démontrer sa capacité de

paiement aux créanciers. Les salaires ont été diminués et les impôts directs augmentés, ce à quoi il faut ajouter de nombreuses diminutions du budget de l'éducation et les élévations successives de l'âge de la retraite.

Les politiques grecs répètent les mêmes attaques : au cours de l'année écoulée, l'emploi public a diminué de 20%, les pensions ont baissé de 10% , la TVA a été augmentée et la santé et l'éducation ont été détruites sans ménagement.

Il y a 10 ans le gouvernement argentin avait déjà réalisé la majorité des privatisations de biens publics (compagnies pétrolière, d'électricité, de téléphonie et de gaz) et promettait d'accélérer les privatisations prévues (Banque nationale, entreprises publiques dans les différentes provinces, loterie, universités).



En Grèce, se préparent aujourd'hui les derniers détails d'un bradage massif des biens de l'Etat (Poste, ports, entreprises d'eau). Seule l'Acropole est pour l'instant exclue de cette grande braderie que certains capitalistes allemands voudraient étendre à des îles grecques. Les mêmes fonctionnaires du FMI qui rédigent actuellement les mémorandums pour la Grèce, dirigeaient il y a une décennie des inspections périodiques dans le Cône Sud et sélectionnaient les actifs à mettre entre les

mains des créanciers. Les mêmes sessions d'urgence du Parlement avaient lieu pour approuver des ajustements et une agence analogue avait même été imposée par le FMI pour contrôler la perception des impôts.

En Grèce, la stratégie des créanciers suit le même scénario. Il s'agit de récupérer tous les fonds possibles en reportant tous les sacrifices sur la population et en transférant des titres dévalorisés aux Etats. Cela leur permet d'assainir leurs bilans et de réduire les pertes occasionnées par l'impossibilité du recouvrement.

En Argentine, ce processus d'accaparement des ressources a duré plusieurs années avec des cycles d'interruption et de reprise des paiements. Alors qu'elles négociaient avec les gouvernements successifs, les banques obtenaient des flux élevés d'effectifs à travers la fuite illégale de capitaux. Depuis cette époque, les fonds expatriés représentent encore bien plus que la dette publique du pays.

Les financiers ont obtenu des bénéfices juteux au cours du processus de refinancement. Deux initiatives du gouvernement américain de restructuration des titres latino-américains leur ont en particulier permis de faire des bénéfices importants. Avec le Plan Baker, ils ont allégé la charge pesant sur les banques commerciales les plus exposées ; puis le Plan Brady leur a permis de compléter cet assainissement de leurs portefeuilles associant les fonds d'investissements à la mise sur pied d'un marché secondaire pour les titres problématiques. Les banques ont récupéré leurs bénéfices en comptabilisant dans leurs bilans les titres dégradés à leur valeur d'origine et en transférant les titres dont le recouvrement serait le plus difficile à des détenteurs marginaux.

Les entités du Vieux Continent essaient aujourd'hui de mettre en œuvre la même stratégie de restructuration. En mai 2010, un Fonds de stabilisation a été créé pour permettre le rachat par la Banque centrale européenne des titres concernés par la suspension de paiement avec des subsides élevés sur les taux d'intérêt. Certains experts argentins qui avaient suivi de près ce même processus il y a 10 ans confirment la similarité de ces deux opérations mais ils estiment également que la situation actuelle des banques est beaucoup plus grave <sup>(5)</sup>.

### **Des impacts différents**

La crise grecque est plus explosive que son précédent argentin en raison de l'ampleur des déséquilibres. Avec des pourcentages de passif total similaires, le déficit budgétaire de la Grèce est de 10,5% alors qu'il n'était que de 3,2% pour l'Argentine.

Les différences liées à la situation des créanciers sont encore plus significatives. Alors que les créanciers de l'Argentine ont disposé de plusieurs années pour « se refaire », les banques grecques mènent une course contre la montre en ce sens. Lorsque le défaut de paiement a eu lieu en Argentine, la majorité des banques avait déjà transféré leurs avoirs. C'est la raison pour laquelle le FMI a toléré la cessation de paiements. En revanche, la BCE rejette cette possibilité car les entités financières allemandes et françaises qui ont opéré des placements en Grèce sont toujours confrontées au problème des titres toxiques qu'elles possèdent dans leurs portefeuilles <sup>(6)</sup>.

De plus, il existe une inégalité majeure dans la gestion des deux crises. La dette argentine était gérée par une équipe du FMI étroitement supervisée par les Etats-Unis. Le passif grec est en revanche sous contrôle d'une BCE qui dispose de peu d'expérience de ce genre de situation. La Commission politique qui contrôle ce processus n'a qu'une faible autorité et n'agit pas face à un Etat européen unifié. Elle a démontré une faible capacité d'arbitrage pour trancher, par exemple, les divergences qui opposent l'Allemagne à la France <sup>(7)</sup>.



Les deux puissances étaient au début d'accord de faire intervenir leur Trésor public pour venir en aide à toutes les entités financières affectées jusqu'en 2013. Néanmoins, le rythme vertigineux de la crise oblige à accélérer l'absorption par l'Etat des pertes et à introduire une pénalisation partielle pour les banques. L'Allemagne est consciente qu'un sauvetage mené uniquement avec des fonds publics risque d'entraîner une catastrophe budgétaire. Elle réclame donc une participation des entités financières dans les opérations de sauvetage (sur leurs propres finances). La France s'oppose à cette sanction en invoquant le risque d'une décapitalisation de ces institutions.

Après de nombreuses escarmouches, un nouvel accord a finalement pu être trouvé pour financer le second paquet de « sauvetage » pour la Grèce. Ce programme suppose un engagement limité des banques pour traiter certaines pertes à travers un agenda volontaire d'échanges de titres à côté d'une nouvelle extension du fonds européen de

sauvetage (FESF). Cette intervention permettra la mise en œuvre de nouvelles opérations destinées à la revalorisation des titres grecs (rachats, garanties, crédits).

Mais le fond du problème n'est pas résolu et les manœuvres destinées à savoir qui paiera les pots cassés se font surtout par les chantages exercés par les banques au moyen des agences de notation. Les conflits s'étendent entre les groupes de créanciers les plus exposés (qui acceptent l'introduction d'un impôt général pour pallier aux déséquilibres) et les financiers moins affectés qui rejettent cette contribution.

La crise argentine n'a jamais présenté un tel caractère dramatique. Des analystes rappellent le choc du « corralito» <sup>(8)</sup> et évaluent la possibilité qu'il se reproduise aujourd'hui. Au plus fort de leur crise en 2001, les banques argentines enregistrèrent un retrait massif de fonds que le gouvernement chercha à stopper en réquisitionnant les petites épargnes. Cette forme d'expropriation suscita un énorme émoi, mais sans déborder des frontières nationales.

La dette grecque est quant à elle étroitement liée au système financier européen et est libellée en euros. C'est la raison pour laquelle une hémorragie de retraits pourrait avoir une portée immédiate sur tout le continent. Les banques du Vieux Continent ne sont pas seulement confrontées au cauchemar de la dette publique mais elles ont de plus à faire



face à de graves problèmes d'insolvabilités d'entreprises. Ce danger n'a pas été dissipé par les « preuves de résistance », sorte de stress test mis en place récemment pour simuler des situations de faillites. Cela préoccupe de nombreux experts du FMI qui comparent le scénario en cours avec le précédent argentin <sup>(9)</sup>.

Le fond du problème réside dans le fait que la crise grecque se déroule dans le contexte d'un endettement d'Etat critique dans tout le Premier monde <sup>(10)</sup>. Les passifs de la France, de l'Allemagne, du Japon et des Etats-Unis - qui représentent respectivement 81%, 80%, 220% et 91% du PIB de ces pays - empêchent la gestion de la dette de la périphérie européenne avec la même tranquillité que dans le cas argentin. Si à cette époque là, la dette était seulement un brasier pour les économies dépendantes, elle est devenue aujourd'hui une bombe à retardement placée au cœur des pays capitalistes avancés.

### ***Le cercle vicieux de l'ajustement***

Comme ça avait été le cas en Argentine en 2001, les insultes des gouvernements de droite pleuvent contre les Grecs. Ils présentent cette communauté comme un ensemble de feignants qui ont trompé les banques et dilapidé les énormes crédits reçus grâce à la bonne volonté des créanciers. Les fonctionnaires étasuniens de l'administration Bush diffusaient les mêmes fables afin de jeter le discrédit sur les Argentins.

Les médias dominants mènent campagne en propageant la croyance absurde que les Grecs jouissent d'un niveau de vie enviable sur le dos du Nord de l'Europe. Rien ne vient

corroborer ce mythe puisque tous les indicateurs sociaux témoignent du caractère défavorisé de la Périphérie de la région <sup>(11)</sup>. Avec cette inversion de la réalité, la propagande réactionnaire prétend démontrer que le refinancement de la dette grecque constitue une « aide de la communauté internationale » à l'associé qui s'est fourvoyé dans une mauvaise voie. Il en était de même vis-à-vis de l'Argentine. Ceux qui financent par le chômage, la pauvreté et la dégradation des salaires la survie des financiers sont présentés comme des profiteurs de la charité mondiale.

Ces caricatures masquent la manière dont les gouvernements viennent en aide aux capitalistes français et allemands qui, au cours des dernières décennies, ont fait d'énormes bénéfices sur les excédents générés en Europe du Sud. Les grandes entreprises étrangères actives en Argentine faisaient le même type de bénéfices au cours de la période de la principale réorganisation néolibérale. Ils ont d'abord affaibli l'industrie nationale à travers l'ouverture commerciale et se sont ensuite appropriés des portions croissantes du marché local.

La Grèce a subi le même type de dégradation après l'adoption de l'euro et l'entrée dans l'Union Européenne. Cette économie fragile a été livrée à la merci de la puissante compétitivité allemande et du déficit commercial qui en a résulté, financé par un endettement croissant <sup>(12)</sup>.



En réalité, aucun pays de la périphérie européenne ne peut résister à la supériorité dévastatrice des économies plus avancées qui ont profité de la création d'un marché continental unifié pour renforcer leur hégémonie.

L'explosion des dettes privées des ménages et les bulles immobilières qui ont affecté les pays les plus vulnérables ont été alimentées par les excédents industriels des économies les plus puissantes. Comme l'Euro facilite particulièrement les affaires des industriels allemands, ce secteur se prononce actuellement pour le maintien de la Grèce dans l'Euro et est même favorable à un type de Plan Marshall destiné à financer de futures importations.

Si ces asymétries entraînent la fracture de la Zone Euro, on assistera alors à une répétition de ce qui s'est passé en Argentine, et dans d'autres économies latino-américaines, qui ont souffert dans leur chair les déséquilibres typiques de la relation centre-périphérie.

Les néolibéraux omettent ces déséquilibres lorsqu'ils exigent de plus grands sacrifices vis-à-vis des Grecs. Ils affirment que ces souffrances permettront de « récupérer la confiance des investisseurs » et de relancer à nouveau l'économie. Merkel répète cela chaque jour sans préciser quand l'ajustement prendra fin. Ces économistes se bornent à prévoir que la Grèce pourra à un moment donné sortir la tête de l'eau à condition de maintenir le corset de l'Euro et d'accepter les sacrifices déflationnistes.

Cette vision rappelle également ce qui s'est passé en Argentine. Il y a dix ans, l'économie de ce pays se trouvait pieds et poings liés à un régime de stricte convertibilité avec le dollar qui entraînait la diminution des recettes pour assurer le paiement de la dette.

Lorsque ce système a éclaté, les ultra-libéraux ont proposé de le renforcer via une dollarisation complète (comme en Equateur ou au Panama). Il s'agissait de mettre fin à la monnaie nationale pour retirer à l'Etat le dernier recours qu'il lui restait pour contrecarrer l'ajustement déflationniste.

Les partisans de cette solution mettaient en avant les mêmes arguments qui circulent actuellement en Grèce pour maintenir à tout prix la soumission à l'Euro. Ils affirmaient que la dollarisation assurait la confiance dans la monnaie et l'afflux consécutif de capitaux externes requis pour refinancer la dette. Avec l'effondrement de la convertibilité, cette fantaisie est tombée aux oubliettes.

Il est évident que la politique déflationniste pousse n'importe quel pays vers l'abîme. Le PIB grec s'est effondré depuis le début de la crise et a connu une nouvelle chute de 5,5% au premier trimestre de cette année. Il est tout à fait opportun de rappeler que la récession argentine s'est poursuivie pendant 4 ans et que le PIB a chuté de 11% en raison de taux d'intérêt exorbitants qui frustraient toute tentative de réactivation.

Les néolibéraux ne peuvent actuellement présenter aucun scénario crédible de sortie de crise car les modèles qu'ils promeuvent sont moribonds. Personne ne se souvient des



éloges qu'ils prodiguaient à l'Argentine au cours des années 1990, mais on se souvient mieux de ceux adressés au « modèle irlandais ». Ce dernier pays est passé par tous les calvaires qui sont actuellement imposés à la Grèce.

En Irlande, tous les grands secteurs de l'économie - de l'énergie aux télécommunications - ont été privatisés et on peut constater les conséquences de toutes les dérégulations promues par l'orthodoxie économique : faillites de

banques, sauvetages par l'Etat, déficit fiscal et une nouvelle séquence de suppressions d'emplois, baisses des salaires et augmentation des impôts indirects <sup>(13)</sup>. Le Portugal s'achemine également vers la même issue au fur et à mesure qu'un gouvernement conservateur tente de donner satisfaction aux banquiers en élevant sans cesse le niveau des attaques antisociales. Un Plan de sauvetage a déjà été mis en place au Portugal, qui se retrouve à nouveau sans réserves et qui négocie les échéances avec la corde que les financiers lui ont mis au cou <sup>(14)</sup>.

On peut encore observer un autre cas de pression déflationniste extrême en Lettonie, économie située hors de la zone Euro. Depuis l'éclatement de la crise en 2009, le chômage est monté jusqu'à 23%, le PIB a chuté de 25%, les salaires du secteur public ont été réduits de 30% et les ¾ des travailleurs ont subi des baisses de salaire. Dans un climat de fermeture d'écoles et d'hôpitaux, l'émigration est devenue un phénomène massif <sup>(15)</sup>. Ces scénarios ne laissent aucun doute quant au caractère destructeur généré par le cercle vicieux de l'ajustement.

## ***Inutilité des refinancements de la dette***

La politique déflationniste est fréquemment mise en opposition à la poursuite des refinancements des dettes. On plaide pour le soutien du débiteur par de nouvelles émissions de bons, dans l'espoir d'alléger la future charge hypothéquant le pays. Une variante de ce type est promue par les partisans de l'expérience latino-américaine, avec un « Plan Brady européen » d'émission de titres à 20 ans supervisés par la BCE <sup>(16)</sup>.

Bien qu'elles semblent accorder une plus grande attention aux débiteurs, ces initiatives intègrent les mêmes exigences de privatisations et de réduction des dépenses sociales et des pensions. Loin de réduire le corset financier, ces programmes éternisent le tribut que la Grèce doit rendre aux banques.

Il est erroné de supposer que ce refinancement serait plus facilement digéré s'il s'accompagnait de mesures de régulation financière, de contrôle de la spéculation ou d'élimination des paradis fiscaux. La Grèce n'obtiendra aucun répit par la simple réduction des taux d'intérêts si le paiement des créanciers est maintenu. La dette est tellement colossale que même avec une croissance annuelle soutenue de 8% pendant 20 ans, elle ne parviendrait pas à diminuer son passif aux niveaux des critères fixés par l'Union européenne <sup>(17)</sup>. L'expérience argentine ne laisse aucun doute quant à l'inutilité des refinancements. En 2001, toutes les variantes qui avaient été tentées dans l'optique de maintenir la convertibilité avaient échoué. En espaçant dans le temps les engagements de remboursement, ces rustines n'ont fait que postposer la déclaration officielle d'insolvabilité. Ce même scénario tend à se reproduire en Grèce <sup>(18)</sup>.

Le refinancement -vanté par les keynésiens - n'est pas antinomique de la déflation, postulée par les orthodoxes néolibéraux. Ce ne sont que deux variantes d'un même soutien aux banques. Tandis que la première option cherche à renforcer les aides afin d'éviter un tsunami de faillites, la seconde alternative se centre sur la dégradation fiscale consécutive à ce sauvetage. Le gouvernement étatsunien s'est trouvé confronté au même dilemme quand il décida de fermer Lehman Brothers et qu'il eut recours, le lendemain, au refinancement limité des entités financières en faillite.

Les politiciens sociaux-démocrates agissent comme les partisans les plus décidés de la poursuite des prêts, face à leurs pairs conservateurs, qui haussent



le ton contre la flexibilité du crédit. Les deux postures ne divergent que dans la détermination du moindre mal pour le capitalisme. Dans les périodes de crises aiguës, les sociaux-démocrates cherchent des échappatoires et tentent de masquer leur alignement explicite au côté des banques et contre les peuples. Dans la conjoncture européenne, ce masque est en train de tomber et les attaques brutales contre les travailleurs s'appliquent sans anesthésie.

## Trois enseignements

La cessation de paiement de l'Argentine s'est prolongée pendant plus de trois ans. Elle a affecté les créanciers privés, mais pas les organismes multilatéraux (le FMI a obtenu le remboursement anticipé de tous ses prêts). Plusieurs cycles de négociations ont eu lieu avec les détenteurs de titres. En 2005, un échange a eu lieu avec trois taux de décote d'entre 50 et 60% de la valeur originale. Une minorité de créanciers n'a pas accepté cette proposition et a été convoquée à un second échange de titres, qui a récemment abouti.

Le montant total de la dette argentine s'est significativement réduit en comparaison des exportations et du PIB (48% de ce dernier). Les engagements ont été postposés et la moitié du passif a été libellée en monnaie nationale (avec une part spécifique des obligations dans le service public lui-même <sup>(19)</sup>).



Ce qui s'est passé en Argentine indique que la suspension de paiement est réalisable et opportune pour les débiteurs poussés à une situation d'asphyxie. La cessation partielle des déboursements a donné un ballon d'oxygène à l'économie nationale, pendant la période critique de récupération qui a suivi le défaut. Ce soulagement a permis de négocier dans de meilleures conditions financières l'échange de la dette. Le résultat de cette opération a dégonflé comme une baudruche tous les cauchemars

propagés par les banques afin de terroriser les débiteurs. Le pays ne s'est pas retrouvé « en dehors du monde », il n'a pas perdu de marchés pas plus qu'il ne s'est transformé en « paria de la communauté internationale ». Les biens du pays à l'étranger n'ont pas non plus été confisqués. Toutes les lugubres prédictions agitées frénétiquement par les financiers ont été réduites à néant.

Certes, le peuple argentin a souffert d'une terrible dégradation de son niveau de vie. Mais ces peines avaient précédé le défaut et furent provoquées par les mesures imposées par les banques. La cessation de paiement n'a ajouté aucune souffrance supplémentaire au bain de sang social de cette période.

De nombreux économistes de l'establishment soutiennent que la voie « agressive » suivie par l'Argentine a provoqué plus de malheurs que la voie « amicale » suivie par d'autres nations latino-américaines (comme le Brésil, l'Uruguay ou la Jamaïque (20)). Mais cette affirmation ne repose sur rien. L'Amérique latine est passée par de nombreuses expériences de moratoires et l'Argentine elle-même en a connu plusieurs (par exemple entre 1988 et 1992).

Aucune donnée ne vient en étayer le caractère approprié. La négociation du défaut ou son imposition de facto, ne réduit pas en soi les restrictions supportées par le peuple.

L'histoire économique contemporaine enregistre, en outre, une variété innombrable de crises de paiements, avec des processus négociés tout aussi douloureux. Ainsi des cas très

documentés (comme l'Allemagne en 1953 ou l'Indonésie en 1971) ont permis d'exiger d'importantes contreparties auprès des créanciers.

Dans les débats sur ces événements, il convient de retenir les trois grandes leçons de l'Argentine pour la Grèce. Cette expérience indiqua, en premier lieu, l'indubitable nécessité de freiner l'hémorragie du débiteur, au travers d'une suspension unilatérale des paiements. Elle clarifia également l'importance de choisir le moment le plus opportun pour cette rupture.



L'Argentine s'est déclarée en défaut de manière volontaire, quand le pays s'est retrouvé sans fonds. La Grèce pourrait imiter cette action avant de perdre toutes ses ressources. Elle a la possibilité d'anticiper et d'agir alors que les créanciers sont confrontés à une forte exposition de titres toxiques qu'ils accumulent dans leurs portefeuilles. Il ne faut pas donner le temps aux financiers de procéder à des échanges de titres.

Il est également indispensable de mettre immédiatement en pratique un audit de la dette. En Argentine, on a beaucoup débattu de cette initiative face aux accusations dûment étayées sur le caractère frauduleux du passif. La dette s'était gonflée avec des engagements inexistantes qui ont financé la fuite des capitaux, avec une spirale des intérêts et une importante absorption de faillites privées de la part de l'Etat.

Ces irrégularités confirmées sont restées impunies. Le lobby des banques a bloqué toutes les tentatives d'enquête et paralysé plusieurs projets parlementaires de révision des passifs. Les conséquences de cette impunité ont été mises en lumière dans tous les débats postérieurs sur la dette. Sur ce terrain, l'Argentine est restée très en arrière par rapport à l'Equateur, qui a mis en place une Commission d'audit qui a permis de faire la lumière sur bien des choses.

En Grèce, il existe actuellement la possibilité de mener à bien un audit. Cette action permettait d'annuler la portion illégitime des passifs et de faciliter la constitution d'un registre des propriétaires des titres. Cette identification serait indispensable afin de déterminer les droits de recouvrement. Il existe déjà une importante initiative afin de mener à bien cette recherche <sup>(21)</sup>.

La troisième leçon de l'Argentine est la nécessité de nationaliser les banques et d'établir un contrôle total sur les mouvements des devises et des capitaux. Ces mesures devraient être adoptées avant la suspension du paiement de la dette (ou en modifiant le type de change). La Grèce est encore dans les temps pour préserver ses ressources avec de telles mesures.

Certains économistes considèrent qu'il est indispensable de rompre immédiatement avec l'euro. Mais la récupération de la monnaie nationale requiert en premier lieu d'assurer les réserves, en empêchant la fuite frénétique des capitaux qu'accompagnerait un virage économique. Ce n'est qu'en intervenant sur les banques (en les nationalisant) et au travers

d'un strict contrôle des changes qu'il serait possible de contrebalancer la perte des devises résultant d'une souveraineté monétaire retrouvée.

En Argentine, ces mesures ne furent pas adoptées et le résultat fut un effondrement chaotique de la convertibilité, au milieu de l'inflation et de l'appauvrissement de la population. Au lieu d'exproprier les banques, on escroqua les épargnants et on dilapida d'énormes fonds (équivalents à 12 ou 14 points de pourcentage du PIB) en secourant les financiers.

Il ne fait pas de doute que la moindre politique radicale qui s'oppose aux créanciers engendrera des coûts et entraînera des risques. Dans le cas grec, il est vital de prendre en considération la manière dont on résoudra les importations, le maintien de l'industrie du tourisme et la préservation de l'activité maritime.



Mais il faut faire face à cette évaluation des risques sans oublier que le maintien du paiement de la dette augure un horizon de souffrances bien plus graves. Certains économistes omettent d'évaluer les

conditions nécessaires pour opter pour l'une ou l'autre voie économique. Ils conseillent de dévaluer et de sortir de l'euro, sans mentionner la protection des réserves et la nécessaire conversion des banques en entités publiques. Cette attitude revient à prôner un remède pire que le mal. Il suffit d'observer ce qui se passe déjà dans les pays qui appliquent des politiques capitalistes en dehors de l'euro zone. L'Argentine constitue une bonne référence pour analyser ce qui peut se faire et ce qu'il est nécessaire d'éviter, afin de reconstruire l'économie grecque.

### **Les chemins de la relance**

Après avoir touché le fond, l'économie argentine a commencé un processus de croissance soutenue. Cette remise à flot s'appuie sur l'élargissement des exportations et la restauration de la consommation interne. La fracture sociale de la demande, l'inflation élevée, la fuite continue des capitaux et la faiblesse des investissements handicapent cette récupération et posent de sérieuses questions quant à sa consistance.

Mais il est hors de doute que l'ère « post-défaut » s'est conclue par un cycle de réanimation, qui amène de nombreux économistes à présenter le pays comme un modèle à suivre pour les nations de la périphérie européenne.

Dans cette modélisation, on tend à oublier que la récupération argentine obéit à trois raisons spécifiques : la restauration du taux de profit, la valorisation internationale des exportations et une plus grande marge de manœuvre afin d'appliquer des politiques économiques expansives.

Le premier facteur déterminant est apparu au terme d'un ajustement brutal généré par la méga-dévaluation. Cette opération chirurgicale a assaini les capitaux, déprécié les salaires et, comme cela se produit dans certaines conjonctures du cycle capitaliste, a facilité la recomposition du profit. Ce rebond s'est consolidé par la réaction du marché international.

Une économie partiellement autonome des flux internationaux du capital peut maintenir une certaine déconnexion avec le financement international. Le cinquième exportateur mondial d'aliments a, en outre, bénéficié de prix internationaux plus avantageux que dans le passé pour le commerce du soja. L'Argentine s'est transformée en fournisseur privilégié des économies asiatiques émergentes, tandis qu'elle multipliait ses échanges avec le Brésil et diversifiait son commerce. Une grande partie des énormes rentes captées par l'Etat au cours de ces dernières années ont été utilisées pour réanimer la demande interne. On substitua ainsi le faible investissement privé et on tenta un schéma néo-développementiste privilégiant l'industrie au détriment de la valorisation financière <sup>(22)</sup>.

Si la Grèce suit le chemin d'une cessation de paiement, la même trajectoire va-t-elle se répéter ? Il est évident que cette économie méditerranéenne n'a pas de ressources naturelles importantes, ni le même type d'insertion dans le marché mondial qui ont permis la récupération argentine. Mais personne n'imaginait il y a dix ans que l'économie argentine entamerait une phase ascendante après le défaut. On supposait au contraire que cet épisode provoquerait un effondrement apocalyptique. Il est plutôt confirmé que les va et viens de la conjoncture internationale sont relativement imprévisibles et n'offrent pas d'arguments définitifs pour opter pour l'une ou l'autre politique économique.

Il est évident ensuite que la Grèce est plus connectée au cours général de l'Europe que l'Argentine au devenir de l'Amérique latine. La première région opère comme un moteur autosuffisant tandis que la seconde maintient ses liens traditionnels avec les principaux centres de l'économie globale. Du fait de cette connexion élevée avec ses partenaires européens, la Grèce a besoin de compléter un éventuel moratoire de la dette avec des actions régionales collectives. Le succès d'une politique radicale en la matière exigerait de mesures communes avec ses voisins de la périphérie européenne. La bataille contre les créanciers nécessiterait une collaboration étroite avec le Portugal, l'Irlande, l'Islande et d'autres pays pénalisés par les banques.



Au cours de la dernière décennie, ce type d'initiatives communes s'est discuté en Amérique latine, à l'aune de la proposition visant à créer un « club des débiteurs ». La proposition consistait à forger un bloc des pays les plus touchés afin de faire plier le pouvoir des financiers. Mais en 2001, cette campagne avait perdu de son impulsion et il prédominait au contraire une grande dispersion des nations frappées par le pillage de la dette. La situation européenne actuelle diffère de cette période latino-américaine par le haut degré de coopération communautaire existant sur le Vieux Continent <sup>(23)</sup>.

Une autre différence importante est l'inexistence d'une frontière nette entre les situations d'effondrement dans les pays de la périphérie et les conjonctures de prospérité dans les pays du centre européen. Les économies intermédiaires de l'Espagne ou de l'Italie commencent ainsi à souffrir de la même menace qui affecte la Grèce ou l'Irlande. Pour cette raison, la principale crainte du moment est une extension éventuelle de la crise à d'autres pays. Dans ce cadre, la lutte pour associer les débiteurs se présente sous d'autres formes.

Mais ces caractéristiques ne pourront jouer un rôle que si un quelconque pays se dresse face aux banques et propose la constitution d'un réseau de solidarité. La Grèce réunit de nombreuses conditions pour diriger un tel processus. Seul un moratoire unilatéral ouvrirait la possibilité de négocier avec les banques, sans affecter le niveau de vie de la population. Pour établir une limite stricte aux paiements, engager des politiques d'investissements dans les secteurs sociaux et reconstruire le pouvoir d'achat de la population, il faut mettre en pratique des mesures plus audacieuses que celles adoptées par l'Argentine il y a dix ans.

### **Le même soulèvement**

La principale analogie entre la Grèce et l'Argentine se vérifie sur le terrain de l'insubordination populaire. Ces deux pays ont une riche histoire de luttes sociales. Le soulèvement de décembre 2001 était l'héritier du « Cordobazo » (1969), de la grève



générale de 1975, des grèves contre l'inflation (années 1980) et des mobilisations contre le chômage (décennie 1990).

Dans les batailles livrées par le peuple grec est présent l'héritage de la guerre civile (1944-1949), la résistance contre la dictature (1973) et les luttes de la jeunesse (2008) <sup>(24)</sup>. Après 11 arrêts généralisés du travail et d'innombrables manifestations, on observe ces dernières semaines une

nouvelle irruption des masses. Les occupations de places, les affrontements avec la police et les débordements des directions syndicales se multiplient.

Comme il y a dix ans à Buenos Aires, les activistes d'Athènes organisent des campements, résistent aux expulsions et organisent des assemblées populaires. La jeunesse converge avec les travailleurs, forgeant la même union qui se déroula en Amérique du Sud, les blocages de rues des chômeurs se joignant aux « casseroles » de la classe moyenne. Mêmes les slogans se ressemblent (« dehors les voleurs ») ou les revendications (« nous ne devons rien, nous ne payerons rien, nous ne vendons rien ») et il existe un même rejet des marchandages occultes entre les partis au pouvoir et l'opposition conservatrice.

Le réveil populaire en Argentine a surgi quand les illusions néolibérales, qui prédisaient « l'entrée dans le premier monde », se sont effondrées. La même haine a éclaté parmi les Grecs, avec la fin des attentes créées par l'adhésion à l'Union européenne.

Tous les observateurs s'accordent sur le fait que la crise a déjà complètement débordé de la sphère financière et qu'elle se répand dans les rues <sup>(25)</sup>. Il y a dix ans, la rébellion argentine avait freiné les mesures d'ajustement, fait avorter le programme déflationniste et bloqué la dollarisation. Elle força également l'introduction d'un projet politique qui combinait la restauration du pouvoir des dominants avec l'octroi de concessions démocratiques et sociales. Le soulèvement confirma l'utilité de la lutte afin d'inverser des rapports de force défavorables, donner de la légitimité aux mouvements sociaux et

légaliser les grèves. Il permet de freiner la répression brutale (qui persiste en Colombie ou au Mexique) et contrebalança la résignation dans les mouvements sociaux (que l'on observe en Uruguay ou au Brésil).

Mais la rébellion argentine resta au milieu du gué car elle n'a pas expulsé les politiciens corrompus ni éradiqué le poids du bipartisme. Elle n'empêcha pas non plus l'enrichissement des mêmes capitalistes qui profitèrent de la convertibilité. Mais elle conditionna toute la politique étrangère et elle influença une gestion de la dette qui limita les appétits des créanciers.



Il est important de tenir compte de ces résultats au moment d'établir des comparaisons internationales <sup>(26)</sup>. La bataille populaire qui se livre actuellement en Grèce présente un caractère plus continental. La rébellion argentine a fait partie d'un cycle de luttes sud-américain, mais elle n'éclata pas au même moment que les soulèvements au Venezuela, en Equateur ou en Bolivie. Les mobilisations grecques coïncident par contre avec la crise générale du Vieux Continent, qui tend à provoquer des réactions simultanées dans plusieurs points de cette région. Ces réponses commencent à rompre l'isolement des résistances nationales et permettraient de surmonter la perplexité qui a prévalu au début de la récession.

La généralisation de l'action populaire est le meilleur antidote contre la passivité alimentée par la social-démocratie et contre les campagnes racistes promues par la droite. La récente protestation des indignés espagnols peut marquer un tournant dans ce sens. Le mouvement gagne en massivité à mesure que ses revendications politiques (« démocratie réelle ») et économiques (en finir avec le sauvetage des banques) conquièrent une plus grande légitimité et soutien <sup>(27)</sup>.

La présence dominante de la jeunesse dans ces mouvements - et l'utilisation novatrice des réseaux sociaux comme instruments d'information alternative - encourage la contagion continentale. Cette généralisation peut répéter l'effet domino qui caractérise les soulèvements dans le monde arabe. L'étincelle de la jeunesse réchauffe en outre les énergies des travailleurs, tant dans les pays qui maintiennent un haut niveau de mobilisations sociales (France), que dans les pays qui ont souffert un recul prolongé (Grande-Bretagne).

Si la confiance envers la résistance réapparaît, on pourra envisager la manière de généraliser la bataille contre les créanciers, comme cela a déjà commencé dans certains pays, comme l'Islande. En résumé, la flamme allumée par les Grecs s'étend en Europe et son impact déterminera qui payera les conséquences de la crise. Ce processus est suivi avec une énorme attention en Amérique latine. Très peu de nouvelles sont attendues avec autant d'espoir que celle d'une victoire populaire en Europe.

Claudio Katz est économiste, chercheur et professeur. Il est membre du collectif des Economistes de gauche en Argentine (EDI). Sa page web est [www.lahaine.org/katz](http://www.lahaine.org/katz)

Traduction: Virginie de Romanet et Ataulfo Riera

## Notes :

- (1) Coalition de plusieurs partis centristes dont l'Unión cívica radical (UCR), principal parti du pays avec le parti justicialiste (peroniste dont faisait partie Menem) (NdT).
- (2) En décembre 2000, le ministre de l'Économie a négocié un paquet de sauvetage de 40 milliards de dollars qui postposait le paiement du capital et des intérêts dans le but d'alléger la situation financière de l'État et de récupérer la confiance. Ce mécanisme étant connu comme « blindaje » (NdT).
- (3) L'opération dite de mega-canje (méga-échange) a également visé à postposer les échéances de certaines dettes qui arrivaient à maturité en 2001 et 2005 à la période courant entre 2006 et 2031, cela contre une augmentation très conséquente des taux d'intérêt (NdT).
- (4) Une description détaillée de cette conjoncture se trouve dans les Economistas de Gauche « Propuestas socialistas para superar la crisis nacional », juillet 2002, Ediciones Herramientas. Economistas de Izquierda, « Propuestas de reconstrucción popular de la economía », novembre 2002.
- (5) Blejer Mario, «Una quita mayor que la Argentina», La Nación, 10-7-2011.
- (6) Les économistes de l'establishment argentin comme Redrado Martín, Prat Gay Alfonso, Marx Daniel mettent en avant cette asymétrie, «Lo que Grecia puede aprender de Argentina», La Nación, 6-7-2011.
- (7) Voir Eric Toussaint, Huit propositions urgentes pour une autre Europe, <http://www.cadtm.org/Huit-propositions-urgentes-pour>
- (8) Lors du point culminant de l'effondrement de 2001, les banques se sont vues affectées par un retrait massif de fonds, ce à quoi le gouvernement a répondu en confisquant les sommes déposées par les petits épargnants.
- (9) Voir Jorge Oviedo, «En el caso griego la solución argentina sería una catástrofe», La Nación, 24-6-2011. «El default argentino, eje de un debate con Krugman», La Nación, 24-6-2011. Voir aussi Machinea José Luis, «Actuar antes que sea tarde», La Nación, 20-7-2011.
- (10) Les pays industrialisés avancés.
- (11) Vicenc Navarro présente dans cet article une comparaison édifiante, «Qué pasa en Irlanda y los otros PIGS», Revista Digital Sistema, 26-11-2010.
- (12) Constantinos Lapavistas, «Grecia se parece cada vez más a la Argentina», [www.socialismo-o-barbarie.org](http://www.socialismo-o-barbarie.org), 1-7-2011, «Callejón sin salida», Página 12, 12-6-2011.
- (13) Le modèle irlandais a également été revendiqué en Argentine au cours des années 1990. Voir une critique dans Rubén Telechea, «Imitemos el milagro irlandés», Página 12, 10-1-2001.
- (14) Une analyse sur: Bloco de Izquierda, «Sobre a crise e os meios da a vencer», 23 mai 2010.
- (15) Voir Michel Hudson, «Huelgas contra un golpe de estado financiero», Sin Permiso, 10-10-2010.
- (16) Jacques Attali, « La solución es un tesoro europeo », Clarín, 17.12.2011. Nouriel Roubini, Stephen Mihm, « Los rescates no impedirán cuatro defaults europeos », La Nación, 29.05.2011.
- (17) Les propositions de refinancement dans : Sami Nair, « Para Onde vai a Europa », El País 16.12.2011 y Paul Krugman, « El fantasma de Argentina en la crisis europea », La Nación, 13-1-2011. Le calcul de la gravité de l'endettement dans: Xavier Vidal Folch, « Los mitos se derrumban », El País, 22-7-2011.
- (18) Une analogie dans: Mario Rapaport, « Grecia en el espejo argentino », Página 12, 30.05.2010.
- (19) Eduardo Lucita, « Ciclos de acumulación y dinámica de la deuda », Séminaire du CADTM-AYNA : « Propuestas soberanas y alternativas sociales frente a la deuda », Buenos Aires, 16.17.09.2010.
- (20) Bob Davis, « Las lecciones que Europa puede aprender de América Latina », La Nación, 06.12.2010.
- (21) Voir Yorgos Mitralias, « Révolte populaire de masse en Grèce » <http://www.cadtm.org/Revolte-populaire-de-masse-en>
- (22) Claudio Katz, « Los nuevos desequilibrios de la economía argentina », Annuaire EDI, n° 5, septembre 2010. Nous avons établi une première comparaison avec le cas grec dans Claudio Katz, « Grecia 2010, Argentina 2001 », 21.10.2010, [www.combate.info](http://www.combate.info)
- (23) Ce contexte est souligné par Mark Weisbrot, « Euro, el fin de un sueño », Página 12.
- (24) Stasis Kuvelakis, « La caldera griega », [www.vientosur.info/](http://www.vientosur.info/), 22/06.2011.
- (25) Dani Rodrik, « La duda es si Grecia evitará la senda argentina », La Nación, 19.06.2011, Timothy Garton Ash, « La claves es Alemania », El País, 20.06.2011. Thomas Friedman, « El choque de generaciones », La Nación, 18.07.2011.
- (26) Claudio Katz, « De la rebelión popular al nacimiento de la nueva izquierda », Troisième forum national d'éducation pour le changement social, Buenos Aires, 3 juin 2011.
- (27) Josep María Antentas, Esther Vivas, « Indignación masiva », alainet.org, 20.06.2011.

Une brochure de Formation Léon Lesoil asbl

20 rue Plantin 1070 Bruxelles – 0476/900.997 –

[www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be)

